

MARCHÉ DES ASSURANCES

82,1 milliards de DA de chiffre d'affaires en six mois

En dépit d'un recul dans la branche « Automobile » et « Agricoles », de 0,9% et de 17,3% respectivement, le marché algérien des assurances, toutes activités confondues, a totalisé un chiffre d'affaires de 82,1 milliards de DA, au titre du premier semestre 2023.

Selon une Note de conjoncture du Conseil national des Assurances (CNA), le marché national a enregistré une progression de 4,3 % à fin juin 2023 par rapport à la même période de 2022. P 3



SALON BÂTI-EST-EXPO

Signature de plus de 70 conventions de partenariat et d'investissement

Plus de 70 conventions de partenariat commercial et d'investissement économique ont été signées, ce samedi à la clôture du salon international Bâti-Est-Expo, dans sa 6ème édition, organisée au complexe culturel Ahmed-Bey (Zénith) de Constantine, a déclaré à l'APS son commissaire, Ahmed Henich. Ce nombre de conventions de partenariat commercial et d'investissement économique, a été signé entre des investisseurs exposants de différentes wilayas d'Algérie et ceux étrangers et avec des visiteurs professionnels dans divers domaines, précise-t-il.

P 3

DURANT LES PROCHAINES DÉCENNIES

L'Afrique peut devenir le moteur de la croissance économique mondiale

Le rapport souligne que des investissements substantiels dans les infrastructures et un engagement plus fort des institutions financières multilatérales en Afrique sont susceptibles de libérer le potentiel du continent et d'en faire une locomotive de la reprise économique mondiale.

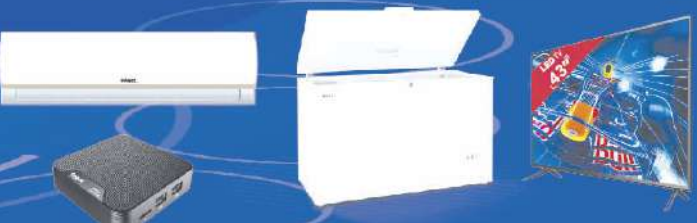
P 4

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DU DÉBIT INTERNET

Une priorité du gouvernement

L'amélioration de la qualité du débit internet, adossée au développement accéléré des nouvelles technologies de l'information et de la communication, constitue une priorité pour le gouvernement qui s'attèle à relever ce défi et ce, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. En effet, le Président de la République avait mis l'accent, lors du dernier Conseil des ministres, sur la nécessité d'assurer une meilleure qualité du débit et du raccordement à Internet, l'objectif étant d'améliorer le niveau des prestations dans les secteurs vitaux.

P 5



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، مع جيون

SONATRACH

Visite de travail et d’inspection du PDG à Hassi R’mel

Le PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a effectué, mercredi, une visite de travail et d'inspection à la Direction régionale de la production de Hassi R'mel, dans le but d'inspecter et de suivre des projets du gisement de gaz le plus important en Algérie, indique un communiqué du groupe public.

Lors de cette visite de terrain, première depuis sa nomination à la tête du groupe Sonatrach, M. Hachichi a écouté un exposé détaillé sur les résultats opérationnels les plus importants enregistrés au niveau de la Direction régionale de la production de Hassi R'mel qui relève de l'activité d'exploration et de production, ainsi que le bilan de mise en œuvre des projets inscrits dans le plan de développement.

M. Hachichi s'est également enquis, lors de sa visite en compagnie d'une délégation de cadres gestionnaires de la société, des dispositions de réalisation du projet de station de compression "Boosting 3"-phase 2, où il a inspecté le respect des délais impartis pour la réalisation de ce projet qui intervient pour appuyer les capacités de compression et de production du gaz naturel du gisement de Hassi R'mel.

A cette occasion, le PDG a mis en avant "la nécessité de s'orienter vers une dynamique plus efficiente, en vue d'exploiter les champs de production et mis l'accent sur "l'impératif de prendre en charge la ressource humaine qui est le véritable capital de la société", conclut le communiqué.

DU 22 AU 26 OCTOBRE

L’Abef organise une semaine de l’éducation financière

L'Association professionnelle des banques et établissements financiers «ABEF», organise, en collaboration avec les banques de la place, une semaine dédiée à inculquer la culture financière, indique-t-elle, dans un communiqué, du 22 au 26 octobre courant, au niveau des universités et écoles supérieures en Algérie.

Par Slimane T.

Par cette action, qui vient en célébration de la journée mondiale de l'épargne, l'Abef s'est fixée comme objectif «d'inculquer, auprès de la population algérienne, une culture financière pour promouvoir une inclusion financière élargie et ambitieuse», ajoute le communiqué.A ce titre, les professionnels des banques auront à éclairer et informer sur les pratiques bancaires au niveau du territoire national. Cette action sera une première parmi tant d'autres qui interviendront, de manière permanente, dans la mise en œuvre du programme établi à cet effet, précise la même source.

L'objectif de cette semaine est de communiquer sur «l'importance de la bancarisation des jeunes qui seront les clients des banques demain, et leur permettre, ainsi

un accès aisé et simplifié aux produits et services bancaires tels que le compte bancaire, son utilisation et ses avantages, les produits et services adossés au compte bancaire, les moyens de paiement électroniques (E-Banking- E-Paiement, Carte CIB ...etc) et les produits et services bancaires numériques en Algérie».

Par ces derniers, il est entre autres désigné le compte bancaire, son utilisation et ses avantages, les moyens et services adossés à ce compte, les moyens de paiement électronique ainsi que les produits et services numériques.

Par ailleurs, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, procédera aujourd’hui dimanche à l’inauguration de la première ville modèle pour le paiement électronique au niveau de la Ville nouvelle de Sidi Abdallah à Alger. S’inscrivant dans le cadre de la numérisation, cette initiative vise à révo-

lutionner le secteur financier et à promouvoir l’inclusion monétaire en Algérie.

Une initiative à l’actif de l’Association des Banques et établissements Financiers (ABEF) et le GIE-Monétique à laquelle prendront part les autorités locales et des représentants des différents départements ministériels concernés, outre les responsables des Banques et d’Algérie Poste.

L’objectif principal du projet est de faciliter les transactions commerciales avec la mise en place de moyens et d’équipements de paiement électronique et la distribution des cartes bancaires CIB et des cartes Eddahabia de la poste algérienne.

D’autant plus que cette initiative est appelée à être généralisée au niveau national. Ce qui créera un dynamisme positif et une compétitivité à l’échelle nationale, tout en contribuant efficacement à l’inclusion financière en Algérie.

CNEP-BANQUE/FINANCE ISLAMIQUE

Un bouquet de nouveaux produits

Le portefeuille client de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance «CNEP-Banque» a dépassé, dans le cadre de la finance islamique, 12.500 comptes courants, avec des dépôts de plus de 6,4 milliards de DA, a déclaré la première responsable de cette activité au sein de cette banque.

La directrice de la Finance islamique à la CNEP-Banque, Yamina Belhassani, a précisé à l'APS qu'en plus des comptes courants, les comptes épargnes ont atteint les 731 comptes, soit le double par

rapport au nombre enregistré en 2022, avec un taux de dépôt de plus de 234 millions de DA. S'agissant de la valeur de financements destinés aux particuliers, dans le cadre de la finance islamique «idjara», elle a fait état, depuis le lancement de l'activité de la finance islamique à la CNEP-Banque en 2020, de 4 milliards de DA enregistrés jusqu'au 31 août dernier. Pour les dossiers de financement islamique acceptés, poursuit la directrice, ces derniers ont atteint environ 700 dossiers, par rapport aux 342 enregistrés à la fin de l'an-

née dernière. Cette Banque compte 84 guichets dédiés à la finance islamique répartis à travers 44 wilayas, outre une seule agence consacrée exclusivement à ce type. Selon Mme Belhassani, la Banque œuvre pour l'ouverture de nouveaux guichets au niveau de 30 agences «avant la fin de l'année», notamment celles au niveau des nouvelles wilayas, mais aussi pour l'ouverture d'un service de finance islamique dans l'ensemble de ses 224 agences. Par ailleurs, la directrice a souligné que la banque avait déposé un bou-

quet de nouveaux produits, dans le cadre de la finance islamique, au niveau de la Banque d'Algérie (BA) en vue d'obtenir l'autorisation de les commercialiser, espérant procéder au lancement de ces produits destinés aux entreprises, aux professionnels et aux individus, avant la fin de l'année en cours, compte tenu des différents produits incluant les crédits à la consommation et l'épargne que la banque prépare.

R E.

AIR ALGÉRIE

Les vols du sud du pays perturbés par de mauvaises conditions météorologiques

Le programme de vols de la compagnie nationale de transport aérien, Air Algérie, à destination et en provenance des régions du sud du pays est perturbé par les mauvaises

conditions météorologiques, a annoncé vendredi la compagnie dans un communiqué.

"En raison des mauvaises conditions météorologiques défavorables sur les

aéroports du sud du pays (marquées) par des vents forts, avec des soulèvements de sable, réduisant fortement la visibilité, Air Algérie annonce des perturbations dans son programme, de et

vers ces aéroports", a précisé le communiqué. "Cette alerte demeure en vigueur jusqu'à l'amélioration des conditions météorologiques", a conclu la compagnie aérienne.

Quotidien economique

Les Enjeux Eco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

MARCHÉ DES ASSURANCES

82,1 milliards de DA de chiffre d'affaires en six mois

En dépit d'un recul dans la branche « Automobile » et «Agricoles», de 0,9% et de 17,3% respectivement, le marché algérien des assurances, toutes activités confondues, a totalisé un chiffre d'affaires de 82,1 milliards de DA, au titre du premier semestre 2023. Selon une Note de conjoncture du Conseil national des Assurances (CNA), le marché national a enregistré une progression de 4,3 % à fin juin 2023 par rapport à la même période de 2022.

Par Sirine R.

Le portefeuille du secteur des assurances est dominé par les « Assurances de Dommages » avec une part de 84%, suivies par les « Assurances de Personnes », soit un taux de 11,2%, indique la même source. Dans le détail, la branche « Automobile » et avec une part de 49,3% dans le chiffre d'affaires global des «Assurances de Dommages», elle marque un léger repli de 0,9%, passant, d'une production de 34,2 milliards de DA, au 30/06/2022, à 33,9 milliards de DA, à la même période de 2023. Cette tendance baissière est due, essentiellement, aux retards de renouvellement de certains contrats ainsi qu'au faible nombre de véhicules importés (35 000 voitures jusqu'au mois d'Août), précise la Note du CNA. Il est à noter que les garanties facultatives accusent, tout au long du premier semestre 2023, une régression de 5,1%, se traduisant par une perte, en valeur, de 1,4 milliards de DA. Idem par la Branche «Agricoles». Cette dernière a enregistré une décroissance de 17,3% durant le premier semestre de 2023, par rapport au S1-2022, soit une perte de 206,3 millions de DA. L'impact des conditions climatiques difficiles qu'a connu le pays, liées au stress hydrique, voire même sécheresses, pour certaines périodes, et pluie tardive nocive (en juin) pour certaines cultures (les céréales notamment), n'ont fait que baisser la pro-

duction de l'ensemble des sous-branches, exception faite de la « production animale » qui progresse de 2,2%, par rapport à la même période en 2022, et ce, grâce à la hausse des primes collectées par les garanties « multirisque bétail » et Multirisques bovines », qui détiennent, ensemble, une part de 57,4% et évoluent de 30,5% et 26,9%, respectivement, à la faveur du nouveau programme d'importation de bovin d'abattage initié par l'Etat, explique la Note du CNA. Par ailleurs, les branches d'assurances (IRD), « Transport » et «Crédit» ont enregistré des progressions durant les six premiers mois de 2023. Quant à la production de l'assurance «Incendie et risques divers» a atteint, au 30/06/2023, un chiffre d'affaires de 29,3 milliards de DA, contre 26,8 milliards de DA, à la même période de 2022, soit une évolution de 9,5%, engendrée, principalement, par la sous-branche « Incendie, explosion et éléments naturels » qui enregistre une croissance de 5,2%, conséquence de la souscription de nouvelles affaires et de la révision, à la hausse, des primes de certains contrats. La branche « Transport », elle aussi, a enregistré une progression de 5,9% et totalise un chiffre d'affaires de 3,1 milliards de DA au 30/06/2023 contre 2,9 milliards de DA à la même période de 2022. Idem pour la branche « Crédit », en enregistrant une croissance de 9,2%. « La Branche crédit cumule un chiffre d'affaires de 1,6 milliards de DA contre 1,4

milliards de DA durant le premier semestre 2022 soit une hausse de 9,2%. Cette évolution est générée par les progressions qu'affichent toutes les sous-branches, notamment le crédit çà l'exportation de 69,2% et par la sous-branche crédit à la consommation marque une très forte hausse d'une valeur de 17,6 millions de DA se traduisant par un taux de 1987,9%, conclut la même source. L'activité Takaful cumule, au terme des six premiers mois de l'exercice 2023, un total de primes émises de 65,2 millions de DA, soit 58,3 millions de DA généré par le « Takaful Général » et 6,9 millions de DA par le « Takaful Familial ». L'activité Takaful étant encore embryonnaire, son apport au marché demeure, ainsi, insignifiant (0,1%). Avec une part de 4,7%, les acceptations internationales marquent une progression de 14,5%, correspondant à 491,1 millions de DA, par rapport au 30/06/2022. Une progression de 57,2 % est enregistrée en affaires internationales, durant le deuxième trimestre 2023, atteignant, ainsi, un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de DA contre 1,6 milliard de DA, au T2-2022. Cette tendance est induite par la branche « Incendie » qui occupe la part la plus importante (73%) et progresse de 45,4%, comparativement au T2-2022, suivie par la branche « Engineering » qui évolue, de son côté, de 208,1%. Par ailleurs, le CNA a indiqué que les sinistres en stock sont estimés au 30 juin 2023 à 104 milliards de DA pour un total de 1 624 473 dossiers en instance de règlement.

SALON BÂTI-EST-EXPO

Signature de plus de 70 conventions de partenariat et d'investissement

Plus de 70 conventions de partenariat commercial et d'investissement économique ont été signées, ce samedi à la clôture du salon international Bâti-Est-Expo, dans sa 6ème édition, organisée au complexe culturel Ahmed-Bey (Zénith) de Constantine, a déclaré à l'APS son commissaire, Ahmed Henich. Ce nombre de conventions de partenariat commercial et d'investissement économique, a été signé entre des investisseurs exposants de différentes wilayas d'Algérie et ceux étrangers et avec des visiteurs professionnels dans divers domaines à l'instar des secteurs de construction, travaux publics, bâtiments, industrie et agroalimentaire, a indiqué le même responsable. Cette démarche aura pour objectif de développer et de promouvoir l'économie, a affirmé le même responsable, lors de cette manifestation qui a regroupé depuis mercredi dernier, 120 sociétés et entreprises algériennes et étrangères dont 30 représentant la Turquie, la Chine, l'Italie, la France et la Tunisie. R E.

PARACHÈVEMENT DES 54 ENGAGEMENTS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le Gouvernement mobilisé

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, jeudi soir, la mobilisation continue du Gouvernement en vue du parachèvement des 54 engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans une déclaration de presse au Conseil de la nation, tenue au terme d'une plénière consacrée à répondre aux préoccupations soulevées par les membres du Conseil sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement, M. Benabderrahmane a déclaré que « nous avons eu l'honneur de voir l'adoption de la Déclaration au niveau de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation. Cela témoigne du succès du Gouvernement dans sa démarche visant la concrétisation des 54 engagements du président de la République qui jettent les fondements de l'Algérie nouvelle conformément à une relance dans tous les domaines relatifs à la vie quotidienne du citoyen ».

Estimant que ce qui a été concrétisé à ce jour, comme le montre la Déclaration de politique générale du gouvernement, n'en est qu'une partie de ce que nous devons réaliser, le Premier ministre a ajouté que « tous les secteurs ministériels sont mobilisés, en vue d'achever la concrétisation des engagements du Président de la République », mettant en avant la nécessité de "persévérer" et de fournir les efforts, en vue d'atteindre les ambitions du citoyen au progrès et à la prospérité dans tous les domaines. Dans ce contexte, M. Benabderrahmane a souligné l'importance de ce qui a été consentis comme démarches en vue d'asseoir un nouveau modèle économique pour l'Algérie nouvelle et qui repose sur la diversification et l'exploitations de toutes les potentialités nationales possibles, notamment celles qui étaient à l'abandon, parmi les industries manufacturières, le tourisme, les start-up et autres. Ces efforts s'accompagnent d' « une re-

lance que connaît le pays dans le domaine financier et en matière de réforme de l'administration publique », ajoute M. Benabderrahmane. Le Premier ministre a mis en exergue, lors de sa réponse aux préoccupations soulevées par les membres du Conseil de la nation autour de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, les efforts "inédit" consentis dans le domaine de l'investissement. Il a affirmé que des efforts inédits ont été consentis deux années durant, pour le lancement de projets stratégiques incluant l'ensemble des secteurs névralgiques, outre des projets dans les secteurs de l'Hydraulique, de l'Agriculture et de l'Habitat. S'agissant des dépenses d'investissement enregistrées en 2022, leur total a atteint 3.913 milliards de DA, avec un montant en hausse et qui a atteint 4.019 milliards de DA, selon les estimations de 2023, a-t-il précisé. Ces dépenses concernent de nombreux projets structurants, y compris

les projets de phosphate intégré (PPI), de Gara Djebilet et de zinc à Oued Amizour, selon le Premier ministre qui a mis en avant leur contribution dans la diversification des sources de revenus, en sus d'avoir érigé le pays en leader dans la région en matière d'exportation des différentes matières premières. Dans ce cadre, M. Benabderrahmane a souligné la démarche du Gouvernement visant le "traitement approfondi" de la question du foncier "étroitement liée" à la relance de l'investissement, ce qui a abouti à l'élaboration du projet de loi fixant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement qui a pour objectif de permettre à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) de gérer le processus d'investissement, à commencer par l'octroi du foncier jusqu'à l'entrée en exploitation des projets. Synthèse R E.

PARALYSÉ PAR
L'INCERTITUDE
AU MOYEN-ORIENT
ET AUX ETATS-UNIS

Le pétrole termine en légère baisse

Les cours du pétrole ont enregistré un léger repli vendredi, alors que le marché est sous tension en raison de l'incertitude croissante, tant au Moyen-Orient avec la possible invasion de Gaza par les forces de l'entité sioniste, qu'aux États-Unis, où une crise politique se dessine au Congrès.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a reculé de 0,23 % pour clôturer à 92,16 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en novembre, clôturant son dernier jour de cotation, a quant à lui perdu 0,69 %, atteignant 88,75 dollars.

Les cours du pétrole ont maintenu leur tendance haussière pendant une grande partie de la journée, mais ont fléchi en fin de séance. Les opérateurs du marché semblent préoccupés par le risque d'événements imprévus sur le week-end. L'entité sioniste se prépare à une offensive terrestre à Gaza

La situation au Moyen-Orient demeure tendue, avec l'entité sioniste se préparant à une possible offensive terrestre à Gaza, où les bombardements aériens en cours depuis le 7 octobre ont fait plus de 4.200 morts et plus de 13.400 blessés parmi les palestiniens.

Les préoccupations s'étendent également au nord d'Israël, où l'armée est massivement déployée en prévision d'un éventuel conflit avec le mouvement pro-iranien Hezbollah, basé au Liban.

La scène politique aux États-Unis suscite également des inquiétudes. La Chambre des représentants est paralysée en l'absence d'un leader républicain depuis le départ de Kevin McCarthy il y a plus de deux semaines.

La date butoir (17 novembre 2023) pour parvenir à un accord sur le budget approche rapidement, et en cas d'échec, un « shutdown » gouvernemental serait inévitable. Les marchés financiers sont également sous tension, et les investisseurs sont prudents.

DURANT LES PROCHAINES DÉCENNIES

L'Afrique peut devenir le moteur de la croissance économique mondiale

Le rapport souligne que des investissements substantiels dans les infrastructures et un engagement plus fort des institutions financières multilatérales en Afrique sont susceptibles de libérer le potentiel du continent et d'en faire une locomotive de la reprise économique mondiale.

Par R. E.

L'Afrique peut jouer un rôle majeur dans la revitalisation de l'économie mondiale, grâce à sa population jeune et en plein boom, ses ressources naturelles abondantes et sa position géographique stratégique, souligne un rapport publié le 5 octobre par Atlantic Council, un think-tank américain spécialisé dans les relations internationales. Intitulé « Africa's Economic Renaissance – Reimagining the Continent's Role in Revitalizing the Global Economy », le rapport précise que l'économie mondiale est entrée dans une longue période de ralentissement au cours des deux dernières décennies. La moyenne de la croissance mondiale sur la période 2017-2021 s'est établie à 2,4%, contre une moyenne de 3,7% durant la période 1996-2000. La quasi-totalité des leviers qui avaient soutenu la croissance et la prospérité au début des années 90 se sont affaiblis. Même avant la pandémie du coronavirus, la croissance mondiale ralentissait déjà du fait du vieillissement de la population, du ralentissement de la productivité, de l'augmentation des niveaux de la dette publique, de la hausse de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles, ou encore de la multiplication des obstacles au commerce et à la libre circulation des personnes.

La situation s'est corsée avec les chocs consécutifs liés à la pandémie du coronavirus, à la guerre en Ukraine, et aux hausses de taux rapides visant à combattre l'inflation. Combinés à des facteurs structurels préexistants, ces chocs ont créé de forts vents contraires pour l'économie mondiale et ses

perspectives de croissance au cours des prochaines années. Si rien n'est fait pour revitaliser l'économie, le monde ferait face à une « décennie perdue ». Selon les prévisions de la Banque mondiale, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial devrait tomber à son niveau le plus bas depuis trois décennies, à 2,2 % par an d'ici à 2030.

Un énorme marché de consommation et une main-d'œuvre abondante

Le rapport indique que des politiques ciblées et coordonnées à l'échelle internationale sont cependant susceptibles d'aider l'économie mondiale à remonter la pente. Ces politiques consistent notamment à accroître la participation des femmes et des jeunes à la population active, à faciliter la circulation de la main-d'œuvre, à réduire les coûts et les obstacles au commerce et à réduire sensiblement les émissions des gaz à effets de serre pour limiter le réchauffement de la planète. Dans ce cadre, l'Afrique a un rôle crucial à jouer, grâce à ses nombreux atouts et avantages comparatifs. Alors que toutes les régions du monde sont touchées par le vieillissement démographique, la part de la population âgée de 65 ans ou plus sur le continent est restée à peine à 3 % au cours des quatre dernières décennies. Avec près des deux tiers de sa population âgée de moins de 30 ans et 40 % de moins de 14 ans, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Cela représente un énorme réservoir de main-d'œuvre.

La population du continent devrait également doubler d'ici 2050, passant de 1,4 milliard à 2,8

milliards d'habitants, offrant ainsi un énorme marché de consommation qui sera le principal moteur de la demande mondiale de biens et de services.

D'autre part, l'Afrique dispose de ressources naturelles abondantes et très diversifiées. Elle abrite notamment près de 30 % des réserves mondiales de minerais, 12 % des réserves de pétrole et 8 % des réserves de gaz naturel. En outre, le continent possède les plus grandes réserves de cobalt, de diamant, d'uranium, de platine et de terres rares. L'importance de la plupart de ces éléments pour l'économie mondiale augmente rapidement, en particulier dans les industries stratégiques de haute technologie telles que les semi-conducteurs, les batteries électriques et les énergies propres.

Le continent abrite aussi 65 % des terres arables non cultivées, ce qui le rend essentiel à la sécurité alimentaire mondiale à long terme, ainsi que de gigantesques ressources dans le domaine des énergies renouvelables. A titre d'exemple, l'installation de panneaux solaires sur 1% seulement de la superficie du Sahara serait plus que suffisant pour répondre à la demande d'électricité de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique réunis.

Des investissements substantiels dans les infrastructures

Et last but not least, la position géographique stratégique de l'Afrique facilite les échanges commerciaux avec toutes les autres régions du monde. Le continent est, en effet, entouré de mers et d'océans de tous les côtés. Sur les 54 pays du continent, 38 sont des Etats côtiers.

Le rapport estime dans ce cadre

que l'énorme potentiel de l'Afrique pourrait lui permettre de réaliser des taux de croissance très élevés sous quelques conditions. Malgré ses ressources naturelles et énergétiques limitées, le Vietnam a par exemple réussi à multiplier son PIB par sept au cours des 30 dernières années (de 45 milliards de dollars en 1990 à 332 milliards de dollars en 2021). Si l'Afrique peut atteindre des taux de croissance similaires au cours des trois prochaines décennies, elle aura le potentiel de contribuer à l'économie mondiale à hauteur de 20 000 milliards de dollars en 2050. Ces modélisations ne sont pas irréalistes.

L'Afrique a déjà réussi à tripler son PIB, qui est passé de 900 milliards de dollars à 2700 milliards de dollars entre 1990 et 2021. Au cours de la même période, le PIB de l'Éthiopie a été multiplié par 7,6, soit plus que le taux enregistré au Vietnam. Le Ghana et la Tanzanie ont, quant à eux, multiplié leur PIB respectivement par 5 et 4,6. Or, une croissance robuste, inclusive et verte en Afrique permettra non seulement à des centaines de millions de personnes vivant sur le continent de sortir de la pauvreté, mais aussi d'accélérer le rebond de l'économie mondiale.

Pour atteindre cet objectif, des investissements substantiels dans les infrastructures physiques et sociales défailtantes et inadaptées du continent sont nécessaires. Cela requiert notamment un engagement plus fort et plus cohérent de la part des institutions financières multilatérales sur le continent, des accords de coopération plus équilibrés et plus transparents entre les pays africains et les autres pays du monde et des partenariats à long terme avec le secteur privé.

NOUVELLE ROUTE DE LA SOIE

La Chine renforce son empreinte en Afrique

Les initiatives chinoises pour renforcer la coopération économique et commerciale avec l'Afrique se multiplient ces dernières années. En 2022, les échanges commerciaux s'élevaient à 282 milliards \$, faisant de Pékin le premier partenaire commercial du continent. La Banque d'exportation et d'importation de Chine (CEXIM) accordera un prêt de 600 millions USD pour stimuler le commerce en Afrique, a annoncé la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), vendredi 20 octobre. Le prêt vise à faciliter et à financer la coopération commerciale et économique entre les pays membres d'Afreximbank et la République populaire de Chine, ainsi qu'à promouvoir la coopération financière entre les deux parties. Les domaines ciblés sont

notamment les activités de crédit, les prises de participation, les opérations sur le marché des capitaux, le financement du commerce, l'échange de personnel et le partage de connaissances.

Ayant reculé à l'arrivée de la Covid-19 en 2019, les investissements chinois en Afrique semblent être redevenus l'une des priorités de Pékin pour les années à venir. À l'occasion du 10ème anniversaire de l'Initiative des Nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative/BRI), le président Xi Jinping a annoncé de nouveaux investissements à hauteur de 100 milliards USD en faveur des pays en développement.

L'une des principales institutions multilatérales de financement du commerce en Afrique, Afrximbank est perçue par Pékin

comme l'un des principaux portails d'investissements dans ce secteur sur le continent. A cet effet, elle a obtenu de nombreux financements de l'empire du Milieu, dont un de 400 millions USD en août 2023 pour soutenir les PME qui composent une grande partie du tissu industriel et commercial africain.

La signature de ce nouvel accord est une mesure concrète prise par le CEXIM pour « promouvoir une coopération de haute qualité dans le cadre de l'initiative "La Ceinture et la Route" et de mettre en œuvre les 9 programmes dans le cadre du Forum sur la coopération sino-africaine » a indiqué Shengjun Ren, président de l'institution chinoise.

R. I.

L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DU DÉBIT INTERNET

Une priorité du gouvernement

L'amélioration de la qualité du débit internet, adossée au développement accéléré des nouvelles technologies de l'information et de la communication, constitue une priorité pour le gouvernement qui s'attèle à relever ce défi et ce, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Par R E.

En effet, le Président de la République avait mis l'accent, lors du dernier Conseil des ministres, sur la nécessité d'assurer une meilleure qualité du débit et du raccordement à Internet, l'objectif étant d'améliorer le niveau des prestations dans les secteurs vitaux.

Il avait également souligné l'importance de garantir une protection optimale du réseau Internet, en tenant compte de la cyber-sécurité et en engageant une "réflexion sérieuse" en matière d'exploitation des techniques satellitaires pour fournir le service Internet, chargeant le ministre du secteur d'élaborer un plan d'action global sur cette opération.

Pour réussir sa transformation numérique, l'Algérie doit ainsi disposer d'un réseau internet de qualité à haut débit et à faible latence, indispensable pour les applications numériques, telles que le télétravail, l'e-commerce, l'enseignement à distance et la télémédecine.

Dans ce contexte, le secteur des télécommunications a mené, ces dernières années, des actions concrètes pour améliorer la qualité et la sécurité de l'internet.

Le nombre de foyers raccordés au réseau fixe est passé de 3,5 millions en 2020 à 5,3 millions en 2023, la priorité a été donnée à la technologie FTTH, dont le nombre d'abonnements est passé de 53 000 à 900 000 sur la même période et le débit internet fixe minimum est passé de 2 à 10 Mbps, alors que des vitesses de connexion supérieures sont désormais disponibles à des ta-

rifs plus accessibles.

Le gouvernement a également pris des mesures pour sécuriser la connectivité internet. Il a diversifié les câbles sous-marins en fibre optique et les points d'atterrissage et a augmenté la capacité équipée de la bande passante internationale qui est passée de 1,5 Tbps au début de 2020 à 7,8 Tbps, actuellement.

"Les acquis engrangés sont encourageants, mais le gouvernement entend poursuivre ses efforts pour améliorer encore la connectivité internet en Algérie", a-t-on indiqué auprès du ministère de la Poste et des Télécommunications.

Des experts ont relevé, dans ce cadre, que le gouvernement a pris énormément de mesures pour développer le réseau internet en Algérie, tout en estimant que des efforts restent encore à fournir dans ce sens.

A ce propos, M. Younes Grar, consultant expert en nouvelles technologies, a expliqué à l'APS que l'Algérie, engagée dans une politique de digitalisation de ses secteurs publics et privés, doit disposer d'une infrastructure de télécommunications de qualité pour réussir cette transition, qui nécessite une couverture et un débit internet suffisants pour tous les citoyens, en particulier dans les zones rurales.

Il a recommandé de prendre des mesures supplémentaires, telles que l'accélération de la cadence du déploiement du réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), la création de partenariats avec des prestataires privés pour l'installation et la maintenance de la fibre optique et d'accorder la

priorité aux secteurs stratégiques, tels que l'éducation, la santé et la finance.

Il a préconisé de développer davantage l'internet mobile, la 4G LTE fixe et l'internet par satellite dans les zones non couvertes par la fibre optique, de créer un data center gouvernemental pour héberger les données des différents ministères et de sécuriser davantage les infrastructures de télécommunications contre les attaques cybernétiques.

Pour lui, ces mesures qui sont à la fois techniques et organisationnelles, nécessitant des investissements importants pour réussir la transition numérique dans le pays.

De son côté, M. Youcef Boucherim, expert en TIC, a proposé la création d'une institution gouvernementale ou présidentielle chargée de soutenir les efforts du secteur des TIC, notamment dans l'amélioration du débit et la connectivité internet.

Il a estimé que le déploiement de la fibre optique était un projet complexe qui nécessite l'intervention de nombreux acteurs, dont les équipementiers, qui sont chargés de fournir le matériel et les services nécessaires au déploiement de cette technologie de pointe.

Il s'agit aussi de donner les moyens aux acteurs du secteur de pouvoir investir et innover sans être freinés par les lenteurs administratives, en simplifiant les procédures d'autorisation et de raccordement, a-t-il préconisé, soutenant que cela permettrait de stimuler les investissements dans le secteur des TIC et d'améliorer la qualité de l'internet en Algérie.

SALON "NORTH STAR 2023" DE DUBAÏ

Résultats prometteurs de la participation algérienne

La participation algérienne au salon "North Star" by GITEK (Gulf Information Technology Exhibition) à Dubaï (Emirats arabes unis), dont les travaux ont été clôturés mercredi, a été couronnée de résultats prometteurs, eu égard aux nombreuses conventions conclues par les start-up et les rencontres fructueuses avec les investisseurs, outre la promotion des potentialités nationales en matière d'innovation.

Ce Salon international, qui constitue un grand événement mondial dans le domaine de la technologie, a été l'occasion pour les start-up algériennes de participer aux côtés de l'accélérateur "Algeria Venture", pour faire leur preuve en matière d'innovation, en proposant des solutions pouvant contribuer à la prise en charge des préoccupations des différents secteurs économiques.

Dans ce cadre, le Directeur général de l'accélérateur "Algeria Venture", Sid Ali Zerrouki a affirmé que la participation algérienne dans cet événement international, qui s'est ouvert dimanche passé, était "un succès sur tous

les plans" au vu des énergies considérables des start-up qui ont été mises en exergue, en tant qu'"ambassadeurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat en Algérie".

"Les résultats positifs de la participation algérienne traduisent les efforts consentis par l'Etat algérien en vue du développement et du renforcement des capacités des start-up, mais aussi de les faire connaître à l'échelle internationale" a-t-il soutenu.

M. Zerrouki a indiqué qu'une start-up algérienne a remporté la 1^{re} place au concours intitulé: "Défi arabe pour l'internet des objets et l'intelligence artificielle", organisé en marge du Salon international du multimédia et des technologies "Gitex Global" et que quatre start-up algériennes sont arrivées à l'étape demi-finale de la compétition "Supernova Competition" sur 20 start-up choisies parmi 1.800 start-up au niveau mondial, estimant que ces réalisations "honorent l'Algérie".

Aussi, plusieurs fonds d'investissement on affichés, lors de cette manifestation, leur volonté et leur intérêt à activer en Algérie

dans le domaine des start-up, selon le même responsable qui a également fait état de l'établissement par plusieurs start-up participantes, de relations avec des compagnies internationales, en vue d'échanger les expertises et développer les solutions en Algérie.

Plusieurs start-up ont conclu des accords avec leurs homologues et avec des investisseurs, aux fins de coopération et de partenariat, ajoute M. Zerrouki pour qui, le salon a été l'occasion de faire connaître aux étrangers le nouvelle loi sur l'investissement et les mesures incitatives décidées par l'Etat.

Par ailleurs, le stand algérien a saisi cette opportunité, en vue de faire la promotion de la 2^e édition de la Conférence africaine des startups qu'abritera l'Algérie, en décembre prochain.

Algeria Venture signe une convention avec un accélérateur mondial

La dernière journée de la manifestation a vu la signature d'une convention de coopération entre

l'accélérateur public "Algeria Venture" et "Simsy Ventures", une plateforme indienne mondiale. Cette convention offre la possibilité d'établir le contact entre les start-up algériennes et les bailleurs de fonds internationaux ainsi que les fonds des risques.

Elle constitue également une précieuse opportunité de formation et d'assistance technique.

Pour sa part, le président du Conseil scientifique de l'accélérateur public, Younes Guerar a mis en avant l'importance de la participation algérienne à cet événement qui a connu la présence de 1.800 start-up représentant plus de 100 pays.

Le Salon a permis aux start-up de se rapprocher des compagnies mondiales leaders dans ce domaine et de profiter de leur expérience.

Le pavillon algérien a vu une forte affluence de visiteurs des quatre coins du monde. Ces derniers ont eu une idée approfondie sur le potentiel des start-up algériennes et leurs capacités numériques en matière de mise au point de nouvelles solutions dans les divers domaines d'activité.

Par R E.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'or frôle 2.000 dollars l'once

Le prix de l'or a grimpé sur la semaine jusqu'à frôler la barre des 2.000 dollars l'once vendredi, un niveau pas atteint depuis mai, en raison de son rôle de valeur refuge face à la guerre entre Israël et le Hamas.

Depuis la veille des attaques du mouvement islamiste palestinien le 7 octobre, le cours du métal précieux a bondi de 9%, et il a pris 3% sur la semaine écoulée.

«La combinaison de l'incertitude géopolitique et économique» accroît «l'attrait de l'or», indique Craig Erlam, analyste chez Oanda.

Le métal précieux, considéré comme moins volatil que d'autres actifs, fait fréquemment office de valeur refuge dans un environnement d'aversion au risque, au même titre que le franc suisse par exemple.

L'or est ainsi monté jusqu'à 1.997,22 dollars l'once vendredi, tout proche du seuil symbolique des 2.000 dollars, qu'il n'a pas atteint depuis mai, avant de se replier un peu.

La Réserve fédérale américaine (Fed) maintient en effet une politique de taux élevés face à l'inflation mais son président a récemment partagé des commentaires prudents qui jettent le doute sur un rehaussement d'ici la fin de l'année.

Vers 16H45 GM T (18H45 à Paris), l'once d'or s'échangeait pour 1.984,12 dollars, contre 1.932,82 dollars sept jours plus tôt en fin d'échanges.

Sur le marché des matières premières, il faut également relever que le prix du café a grimpé sur la semaine, poussé par les conséquences du phénomène climatique El Niño sur les pays producteurs, et la chute du niveau des stocks de café dans les bourses.

Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en décembre valait 165,50 cents, contre 154,90 cents sept jours auparavant.

Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison en janvier valait 2.485 dollars vendredi contre 2.284 dollars une semaine plus tôt à la clôture.

R E.

OUM EL BOUAGHI

520 millions de dinars pour le renforcement de l'AEP

Une dotation financière de 520 millions DA vient d'être allouée pour le renforcement et l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) de plusieurs localités de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué, jeudi dernier, le directeur des ressources en eau, Abdelhamid Azza. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que «les projets inscrits dans ce cadre ciblent huit communes de la wilaya où la fourniture de la population en eau potable connaîtra une amélioration notable». Azza a ajouté que ces projets consistent à acheminer l'eau du barrage d'Ourkis (Oum El Bouaghi) vers la commune de Meskiana, ce qui nécessitera la réalisation de 12 km de conduites et permettra, dans la foulée, de renforcer l'AEP, à Fkirina, grâce à un forage d'où seront pompés 40 litres par seconde, en plus de la réhabilitation de cinq stations de pompage à travers les communes d'Ain Beïda, de Souk Naâmane, de Ksar Sbahi, de Sigus et d'Ain Fakroun. Les équipements hydromécaniques seront également rénovés et les conduites d'eau potable réhabilitées à travers neuf (9) quartiers de la commune d'Ain Beïda, tandis que la mechta Kaâbour (commune d'El Amiria) sera alimentée par le raccordement, grâce à la pose de huit (8) km de conduites, à un nouveau forage de 12 litres/seconde, selon le directeur des ressources en eau.

ACTIVITÉ DE PÊCHE À JIJEL

Une production de 6.000 tonnes attendue

La production de poisson devrait atteindre, au terme de la saison de pêche de l'année 2023 dans la wilaya de Jijel, les 6.000 tonnes, a indiqué, jeudi, le directeur de la pêche et de l'aquaculture, Omar Sayah Djebour. Une augmentation de 300 tonnes devrait être, ainsi, enregistrée par rapport à l'année 2022 qui avait été marquée par une production de 5.700 tonnes, a précisé le même responsable. Cette prévision a été établie sur la base d'un certain nombre d'indicateurs parmi lesquels la fin de la période de repos biologique des poissons et le retour en activité des chalutiers, a encore fait savoir le directeur du secteur. Le poisson bleu (sardine, lacha et saurel) représente 92 % de la production totale dans la wilaya de Jijel où le prix moyen de vente au consommateur, dans les poissonneries de la wilaya se situe entre 300 et 500 dinars le kilogramme pour ce qui concerne le poisson pélagique bleu, selon Sayah Djebour.

GHARDAÏA

Mise en service d'un échangeur sur le tronçon de la RN-1

Un échangeur réalisé sur le tronçon de la route nationale RN-1 reliant Laghouat à Ghardaia, à l'entrée nord de la commune de Berriane a été mis en service mardi, a-t-on constaté sur place.

Cet ouvrage d'art qui a été inauguré par les autorités locales, à l'occasion de la commémoration de la journée nationale de l'émigration qui coïncide avec le 17 octobre de chaque année, fait partie du segment de la voie rapide en cours de réalisation entre Alger et El-Méniaâ, signale-t-on.

Cet échangeur de près de 500 mètres linéaires, a été réalisé dans le cadre de la modernisation et de la transmutation de la RN-1 reliant le Nord au Sud du pays en une voie expresse pour un montant de plus de 650 millions DA, tout en contribuant à l'optimisation des conditions de sécurité routière et de transport et à l'amélioration de la fluidité du trafic routier, a affirmé à l'APS, le wali Abdellah Abinouar.

Cet ouvrage situé à l'entrée nord de Berriane au niveau de l'intersection avec la route de contournement et d'évitement de la localité de Berriane contribue à diminuer la congestion au niveau de l'accès à Berriane et présente de forts enjeux socio-économiques pour stimuler et attirer l'investissement et un impact significatif sur l'environnement, sur l'aménagement du territoire et une amélioration du transport des personnes et des marchandises sur la RN-1, a-



t-il souligné. Cet échangeur a été réalisé par une entreprise nationale en tenant compte les différentes mesures de sécurité routière, selon les normes en vigueur dans les routes expresses, a déclaré de son côté Amar Harbouche, chef de service à la Direction des travaux publics (DTP) de la wilaya. Et d'ajouter : "L'achèvement prochain de la construction d'un autre échangeur en cours de finition à l'entrée sud de Berriane ainsi

que sa mise en service accroîtra la sécurité et facilitera la circulation routière sur la RN-1 qui constitue la principale préoccupation de longue date des automobilistes". "La wilaya de Ghardaïa dispose d'un réseau routier de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 52 km de la route de contournement de la vallée du M'zab), de 292 km de chemins de wilaya et de 43 km de routes communales dont 25 km revêtus.

TIARET

293.000 ha consacrés à la céréaliculture

Une superficie de 293.000 hectares a été consacrée à la culture des céréales dans ses différentes variétés, dans la wilaya de Tiaret, au titre de la saison agricole 2023-2024, a-t-on appris, mardi, auprès du Directeur des Services Agricoles. Selon Boualem Mekhanek, qui a donné des explications durant la cérémonie du coup d'envoi de la campagne labours-semailles au niveau de la ferme pilote "Chouchaoui" à Tiaret, présidée par le wali, Ali Bouguerra, a affirmé que ces superficies comprennent 110.000 ha pour la culture du blé dur, 26.000 ha pour le blé tendre,

150.000 ha pour l'orge et 4.000 ha pour l'avoine. A cela s'ajoutent 900 ha autres hectares pour la culture des légumineuses secs, dont 750 ha pour la production de pois chiches et 150 ha pour les lentilles, a-t-il indiqué, notant que cette opération nécessite globalement quelque 385.300 quintaux de semences de différentes variétés, dont les coopératives des céréales et des légumineuses secs s'apprêtent à fournir aux agriculteurs. En ce qui concerne la fourniture des semences et des engrais aux agriculteurs, qui ont été touchés

par la sécheresse, durant la saison agricole écoulée, M. Mekhanek a fait observer que la dotation en faveur des sinistrés débutera, à partir de demain, mercredi, au niveau des coopératives des céréales et des légumineuses secs (CCLS), qui disposent des listes nominatives. Le wali de Tiaret a donné des instructions fermes pour l'ouverture de guichets supplémentaires au niveau des annexes de la Banque de l'agriculture et du développement rural et des coopératives sus-indiquées, à raison de 10 heures par jour, au minimum, pour éviter les files d'attente ainsi

que la livraison des semences et des engrais aux agriculteurs dans un bref délai, avec cet autre impératif, celui d'élargir le cercle du dialogue avec eux, tout en annonçant que des équipes de contrôle seront sur le terrain pour s'assurer de l'engagement des parties prenantes pour exécuter ces mesures. A rappeler que la wilaya de Tiaret a enregistré, durant la saison agricole écoulée 2022-2023, une production de 547.600 quintaux de céréales toutes variétés confondues et 437 quintaux de légumineuses secs, a-t-on indiqué.

ORAN

Plus de 250 marins pêcheurs souhaitent valider leurs acquis professionnels

La Chambre de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya d'Oran a recensé plus de 250 professionnels de la mer, qui souhaitent valider leurs acquis professionnels et obtenir un

diplôme, a indiqué jeudi son Directeur, Abdelbasset Hamri. «Suite à la promulgation, il y a quelques jours, d'un décret exécutif conjoint entre le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques et le ministère des Transports, une commission locale a été mise en place pour suivre l'opération, sachant que l'étude des dossiers débutera, incessamment», a-t-il affirmé. Le même responsable a fait savoir que les spécialités concernées sont : marin qualifié, conduite des moteurs des bateaux de pêche et électromécanicien sur bateaux de pêche. La validation des acquis professionnels des marins pêcheurs se veut un moyen pour régulariser la situation des professionnels de la pêche en

activité, non titulaires de certificats d'aptitude conformes à la fonction qu'ils exercent à bord des bateaux de pêche, afin de leur permettre d'obtenir des certificats à travers la validation de leurs acquis. Hamri a expliqué que ce chiffre est préliminaire, incluant les marins qui se sont inscrits, il y a plusieurs mois, et qu'il est susceptible d'augmenter après la promulgation du décret exécutif. De son côté, le Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture de la wilaya d'Oran, Menouer Magheni Sandid, a souligné que sa direction a tracé un programme pour sensibiliser les gens de la mer, à travers le port de pêche d'Oran et d'Arzew et l'abri de pêche de Kris-tel, pour valider leurs acquis.

Les grandes banques financent le chaos climatique dans les pays du Sud

Le rapport appelle les banques à tenir leurs promesses en matière de climat et à cesser de financer les combustibles fossiles et la déforestation.

Par Olivia Rosane (*)

Depuis que la communauté internationale a promis de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, les grandes banques mondiales ont canalisé vingt fois plus d'argent vers les industries polluantes du Sud que les gouvernements du Nord n'en ont donné à ces mêmes pays pour faire face à l'urgence climatique.

Ce n'est là qu'une des conclusions de l'étude *How the Finance Flows : The Banks Fueling the Climate Crisis* [Comment la finance se répand : quand les banques alimentent la crise climatique, NdT], un rapport d'ActionAid publié lundi.

« Ce rapport désigne les plus grands délinquants du monde bancaire et leur demande de prendre conscience qu'ils sont en train de détruire la planète, tout en nuisant au présent et à l'avenir de leurs enfants », écrit Vanessa Nakate, militante ougandaise pour le climat, dans l'avant-propos du rapport. « Il est temps de demander des comptes aux institutions financières et d'exiger qu'elles cessent de financer des activités destructrices. »

Le rapport se concentre sur le financement de deux grandes industries de réchauffement climatique dans les 134 pays du Sud : les combustibles fossiles et l'agriculture industrielle.

« Les gens savent généralement que les combustibles fossiles sont la première cause d'émissions de gaz à effet de serre. Mais ce que l'on comprend moins, c'est que l'agriculture industrielle est en fait la deuxième cause d'émissions de gaz à effet de serre », a déclaré Teresa Anderson, responsable mondiale de la justice climatique à ActionAid International, lors d'une conférence de presse précédant la publication du rapport.

Cela s'explique par le lien entre le secteur et la déforestation, ainsi que par les émissions nécessaires à la production d'engrais industriels, a-t-elle ajouté.

Au total, depuis l'accord de Paris de 2015, les banques ont financé les plus grandes entreprises de Big Ag [Agriculture industrielle, NdT] faisant des affaires dans le Sud globalisé à hauteur de 370 milliards de dollars et les secteurs du pétrole, du gaz et du charbon à hauteur de 3,2 milliards de dollars.

Les trois banques qui ont le plus investi dans ces secteurs sont la Banque industrielle et commerciale de Chine (154,3 milliards de dollars), la China CITIC Bank (134,7 milliards de dollars) et la Banque de Chine (125,9 milliards de dollars). Citigroup arrive en quatrième position avec 104,5 milliards de dollars, suivi de HSBC avec 80,8 milliards de dollars.

Bien que la Chine figure en bonne place dans le rapport en tant que première économie mondiale, Anderson a fait remarquer qu'une grande partie de ce qu'elle produit finit par être acheté par des consommateurs du Nord.

Les trois principales banques des Amériques qui

financent l'agriculture et les combustibles fossiles sont Citigroup, JPMorgan Chase et Bank of America. Alors que Citigroup était le principal bailleur de fonds régional pour les combustibles fossiles, JP Morgan Chase a donné le plus à l'agriculture industrielle.

En Europe, les principaux bailleurs de fonds après HSBC étaient BNP Paribas, Société Générale et Barclays, tandis que Mitsubishi UFJ Financial complétait la liste des principaux bailleurs de fonds asiatiques.

Où va tout cet argent ? En ce qui concerne l'agriculture, le principal bénéficiaire est Bayer, qui a racheté Monsanto en 2018. Les banques lui ont accordé 20,6 milliards de dollars pour faire des affaires dans les pays du Sud depuis 2016.

Une grande partie de l'argent des combustibles fossiles est allée à la State Power Investment Corporation de Chine et à d'autres entreprises chinoises, au négociant en matières premières Trafigura et aux suspects habituels des combustibles fossiles tels qu'ExxonMobil, BP, Shell, Saudi Aramco et Petrobras.

« C'est absurde », a déclaré Anderson à propos de ces résultats. « Les banques mondiales déclarent souvent publiquement qu'elles s'attaquent au changement climatique, mais l'ampleur de leur soutien continu aux combustibles fossiles et à l'agriculture industrielle est tout simplement stupéfiante. »

ActionAid a qualifié le rapport de document « phare » de sa campagne « Fund Our Future » [Finançons notre futur, NdT] visant à réorienter l'argent mondial des causes de la crise climatique vers des solutions climatiques. Le rapport appelle les banques à tenir leurs promesses en matière de climat et à cesser de financer les combustibles fossiles et la déforestation, ainsi qu'à mettre en place des garanties supplémentaires pour protéger les droits des communautés locales, à rehausser l'ambition de leurs objectifs en vue d'atteindre des émissions « réellement nulles », et à améliorer la transparence et d'autres mesures pour s'assurer que les projets qu'elles financent se comportent d'une manière éthique.

« Il est possible de mettre un terme à cette situation », a déclaré Farah Kabir, directeur national d'ActionAid Bangladesh, lors de la conférence de presse. « Les banques ne peuvent pas continuer à financer les industries des combustibles fossiles et l'agriculture industrielle. »

En outre, le rapport propose des recommandations aux gouvernements des pays du Nord afin d'assurer une transition juste vers un avenir durable pour tous. Il s'agit notamment de mettre en place des réglementations plus strictes pour les secteurs bancaire, agricole et des combustibles fossiles, ainsi que de mettre fin aux subventions publiques accordées à ces secteurs et de canaliser l'argent vers des solutions positives telles que les énergies renouvelables et l'agroécologie.

Toutefois, la forme que prennent les fonds lorsqu'ils sont envoyés au Sud fait une grande différence, a déclaré Niranjali Amerasinghe, directeur exécutif d'ActionAid USA. Au lieu de prendre

la forme de prêts privés, les fonds doivent être versés sous la forme d'argent public.

« Ce n'est pas en accordant davantage de prêts à des pays déjà fortement endettés que l'on favorisera leur transition vers un avenir compatible avec le climat », a-t-elle déclaré.

L'une des raisons pour lesquelles les prêts sont contre-productifs est que les nations qui les acceptent sont obligées de fournir un retour sur investissement, et actuellement les principales industries qui offrent ce retour sont en fait les combustibles fossiles et l'agriculture industrielle. Outre les fonds publics, l'annulation ou la restructuration de la dette et de nouvelles taxes pourraient également aider ces pays dans leur transition écologique. Si des entreprises comme Exxon ou Bayer qui font des affaires dans les pays du Sud « étaient taxées de manière équitable, cela permettrait à ces gouvernements de générer des recettes publiques qui pourraient être utilisées pour soutenir l'action climatique », a déclaré Amerasinghe.

Le rapport souligne notamment que l'agroécologie est une solution climatique qui devrait être financée dans les pays du Sud.

Mary Sakala, une petite agricultrice zambienne en première ligne, a expliqué lors de la conférence de presse comment la crise climatique et la politique agricole actuelle pèsent sur sa communauté.

« Le changement climatique est une réalité en Zambie, a-t-elle déclaré, ajoutant qu'il avait entraîné des inondations, des sécheresses, des parasites et des maladies qui font que les familles, à l'heure où je vous parle, dorment l'estomac vide. »

Mme Sakala voit un espoir dans l'agroécologie, qui contribuerait à la sécurité alimentaire et à la résilience, et rendrait les agriculteurs moins dépendants du gouvernement et des grandes entreprises.

« Nous avons besoin de politiques qui nous permettent de conserver notre environnement d'une manière culturelle, pour nous aider à produire notre nourriture », a déclaré Sakala. « Nous voulons que chaque graine soit utilisée, conservée et partagée dans un esprit de solidarité. »

Selon elle, les entreprises et les gouvernements du Nord ont le devoir de les aider à atteindre cet objectif.

« Ceux qui continuent à polluer et à laisser le changement climatique s'accroître doivent nous payer, car nous souffrons de ce que font les autres », a-t-elle déclaré.

Cet article a été reproduit par Truthout avec autorisation ou licence. Il ne peut être reproduit sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation ou la licence de la source.

(*) Une écrivaine et une militante qui vit à New York. En plus d'avoir couvert Occupy Wall Street pour YES ! l'automne dernier, elle a écrit pour le blog de Dissent et The State. Suivez-la sur Twitter @orosane.

Source : Les-Crises

EGYPTE

Deux groupes chinois investiront 14,75 milliards \$ dans la production de l’hydrogène vert et de chlorure de potassium

Les accords ont été signés avec China Energy et United Energy Group lors du forum des Nouvelles routes de la soie, qui s’est ouvert lundi à Pékin.

L’Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone) a signé des accords avec des groupes énergétiques chinois pour l’implantation d’une usine d’hydrogène vert et d’un complexe de production de chlorure de potassium, pour un investissement global de 14,75 milliards de dollars, a annoncé le gouvernement égyptien dans un communiqué publié ce mardi 17 octobre.

Signé avec le groupe China Energy, le premier accord prévoit la construction d’une usine d’hydrogène vert et d’ammoniac vert pour un investissement de 6,75 milliards de dollars, a-t-on ajouté de même source.

L’usine, qui sera installée sur un terrain de 500 000 m2 dans la zone industrielle d’Aïn Sokhna (116 km au sud-est du Caire), devrait produire à terme 210 000 tonnes d’hydrogène vert et 1,2 million de tonnes d’ammoniac vert.

Le second accord a été signé avec United Energy Group, un groupe coté à Hong Kong. Il porte sur l’implantation d’un complexe de production de chlorure de potassium. Des installations photovoltaïques d’une capacité cumulée de 6,1 gigawatts devraient être construites à proximité pour alimenter ce complexe industriel en électricité. Le coût global du projet est estimé à 8 milliards de dollars.

Ces accords ont été signés lors du forum des Nouvelles routes de la soie, qui s’est ouvert lundi à Pékin en présence de représentants de 130 pays.

MAROC

CFG Bank s’apprête à rejoindre la Bourse de Casablanca

L’introduction en bourse de la banque fondée en 1992 se fera par la voie d’une augmentation du capital social réservé au public, à hauteur d’un montant maximal de 58,4 millions de dollars.La banque marocaine CFG Bank a annoncé, lundi 16 octobre, le lancement du processus de son introduction sur le marché principal de la Bourse de Casablanca.

Dans un avis adressé à ses actionnaires, l’établissement a précisé qu’une Assemblée générale extraordinaire se tiendra le 16 novembre prochain pour discuter et adopter une résolution portant sur l’introduction de CFG Bank en bourse « par la voie d’une augmentation du capital social réservée au public, à hauteur d’un montant maximal de 600 millions de dirhams (58,4 millions de dollars) ».

Cette augmentation de capital se fera par émission d’actions nouvelles d’une valeur nominale de 100 dirhams chacune, à un prix de souscription (prime d’émission incluse) compris dans une fourchette allant de 500 à 600 dirhams par action, a-t-on précisé de même source.L’avis publié sur le site de l’Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) indique d’autre part que les nouvelles actions porteront jouissance courante de manière à être totalement assimilables aux actions existantes de la société à compter du 1er janvier de l’année au cours de laquelle lesdites actions seront émises.

ARABIE SAOUDITE

Les entreprises s'engagent à cultiver les talents

Dans le cadre des efforts continus de l'Arabie saoudite pour former ses jeunes talents, la London Business School a réaffirmé son engagement à soutenir le Royaume dans la réalisation des objectifs de la Vision 2030.

Le doyen de cet institut de premier plan a déclaré que l'école avait pour objectif d'inculquer des compétences de gestion et de leadership de grande qualité aux jeunes saoudiens.

Dans une interview accordée à Arab News, François Ortalo-Magne a déclaré: «Il y a tant de jeunes et le pays est en pleine croissance, donc beaucoup de jeunes doivent être efficaces en tant que travailleurs.»

Ortalo-Magne, qui se rend souvent en Arabie saoudite, a indiqué que les organisations partenaires de son école de commerce sont enthousiastes à l'idée de former leurs membres ou employés respectifs avec «une réelle volonté de les recruter correctement et de les former pour les aider à se développer».

«Nous avons constaté avec nos partenaires qu'il s'agit d'un véritable état d'esprit, que nous sommes ici pour la Vision 2030», a ajouté le doyen.

Le doyen de la London Business School a décrit Aramco comme l'un de ses principaux clients et a souligné que de nombreuses autres grandes organisations saoudiennes bénéficient de l'expertise de l'école.

Ortalo-Magne a mis en avant un partenariat unique dans le cadre duquel la London Business School a collaboré avec des organisations saoudiennes pour concevoir un programme de formation de 10 semaines spécialement conçu pour répondre aux besoins immédiats des jeunes employés.

En ce qui concerne les programmes de formation pour les femmes, le doyen a souligné la nécessité de leur offrir un environnement sain afin de favoriser leur développement et leurs compétences en

matière de leadership.

«Il existe des programmes que nous avons conçus pour aider spécifiquement les femmes, non seulement au niveau de la formation mais aussi de l'accompagnement, de l'identification des sponsors, et nous obtenons d'excellents résultats dans ce domaine», a-t-il expliqué.

Si les hommes et les femmes bénéficient d'une formation similaire dans de nombreux domaines, Ortalo-Magne a précisé que l'accent est mis sur l'exploitation des talents féminins.

Soulignant la présence de longue date de la London Business School en Arabie saoudite, le doyen a signalé que ses fréquentes visites dans le pays sont principalement motivées par l'engagement de l'école à établir des liens avec les anciens élèves et à s'engager auprès des entreprises clientes qui cherchent un soutien dans leur parcours de transformation.

«Je viens ici, toujours pour la même raison, pour rencontrer nos anciens élèves et entendre ce qu'ils font et comment nous pouvons mieux les soutenir, et pour rencontrer des entreprises clientes et des organisations que nous soutenons dans leur transformation», a-t-il mentionné.

L'école de commerce collabore avec les organisations pour identifier leurs objectifs spécifiques et adapte ensuite les programmes de formation afin de permettre aux employés d'atteindre ces objectifs.

Ces programmes couvrent un large éventail de domaines, notamment la stratégie, la finance, la diversification, la prise de décision fondée sur des données et la promotion du leadership féminin.

Il a développé: «Nous aidons les employés à fort potentiel au sein des organisations qui sont susceptibles de conduire

la transformation. Par exemple, nous donnons les cadres de compétences en matière de stratégie et de finance, nous permettons aux organisations de se diversifier, de devenir plus axées sur le consommateur et de prendre des décisions fondées sur des données.»

L'école dispose de deux campus dans différentes villes, avec des installations modernes à Londres et à Dubaï.

Ortalo-Magne a souligné la souplesse de l'approche de la formation, qui peut prendre différentes formes, en fonction des besoins de l'organisation.

Pour certains programmes, des membres du corps enseignant se rendent en Arabie saoudite pour dispenser la formation.

Dans d'autres cas, il s'agit d'une combinaison d'interventions organisées à la fois à Riyad et à Londres, a-t-il précisé.

Ortalo-Magne a poursuivi: «Il y a un autre élément important, certes, en particulier après la Covid-19, à savoir l'utilisation des technologies en ligne.»

Bien que l'école considère l'interaction en face à face comme une partie intégrante de la transformation, il a indiqué qu'elle préconise l'amélioration de ses programmes avec des composantes en ligne.

À propos de l'accessibilité aux programmes de la London Business School, Ortalo-Magne a souligné que «lorsqu'il s'agit de sélectionner des candidats pour un programme, tout dépend du partenariat que nous avons avec l'entreprise partenaire».

CROISSANCE ET DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN TUNISIE

La BM et le FMI plus optimistes que le ministère des finances

La Loi de finances rectificative 2023, récemment publiée, apporte des révisions en matière de croissance du PIB et de déficit budgétaire.

Initialement prévu à 1,8%, le taux de croissance du PIB aux prix constants est désormais revu à la baisse, à 0,9%, en raison de la chute significative des rendements agricoles due à la sécheresse.

Cependant, la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) se montrent plus optimistes que les autorités tunisiennes.

Selon leurs derniers rapports sur l'évolution des perspectives économiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la BM prévoit une croissance de 1,2% (3% en 2024), tandis que le FMI est encore plus optimiste, tablant sur 1,3% (1,9% en 2024) pour cette année.

Les prévisions du ministère des finances sont moins enthousiastes, ne dépassant pas 2,1% en 2024, bien en deçà des estimations des deux institutions financières internationales, qui ont manifesté un grand optimisme quant à l'avenir de l'économie tunisienne récemment.

Le « pessimisme » des autorités financières tunisiennes ne s'arrête pas là. En effet, la loi des finances rectificative a révisé le déficit budgétaire initial de 2023, le faisant passer de 5,2% du PIB à 7,7% du PIB, un niveau maintenu pour la troisième année consécutive, alors que la BM prévoyait 5,6% du PIB.

Le FMI, de son côté, estime une réduction du déficit courant, passant de 8,6% en 2022 à 5,8% en 2023.

Il convient de noter que, selon la loi des finances rectificative de 2023, les besoins de financement de l'État pour cette année sont estimés à 25 879 millions de dinars (MD), soit une augmentation de 2 389 MD par rapport aux 23 490 MD prévus dans la loi des finances initiale.

Sur ce montant, 10 711 MD seront alloués au financement du déficit budgétaire, tandis que 14 968 millions de dinars serviront à l'amortissement du principal de la dette.

Les 200 millions de dinars restants seront consacrés aux dépenses liées aux prêts

POUR 48% DES FIRMES DE PRIVATE EQUITY SUD-AFRICAINES

Les critères ESG viennent en tête des priorités

Le rapport révèle que, sur la pression des investisseurs, les sociétés de private equity sud-africaines intègrent en priorité les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, devant la gestion des talents et l'élargissement de la gamme de produits.

57% des firmes de private equity actives en Afrique du Sud disposent de fonds axés sur l'investissement d'impact et 48% placent l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) en tête de leurs priorités stratégiques, selon un rapport publié le 7 septembre par l'Association sud-africaine de capital-risque et de capital-investissement (SAVCA). Intitulé « SAVCA 2023 Private Equity Industry Survey 2023 », le rapport se base sur des données recueillies auprès de l'ensemble des acteurs du secteur et d'une enquête menée auprès d'un échantillon de 49 sociétés. L'investissement à impact correspond aux investissements réalisés avec l'intention de générer des impacts sociaux et/ou environnementaux positifs en même temps qu'un rendement financier. Il s'inscrit dans une démarche durable visant à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) définis par l'ONU en 2015 en vue de promouvoir la prospérité tout en protégeant la planète. La proportion des sociétés de capital-investissement sud-africaines ayant des mandats d'investissement d'impact est passée de 45% en 2021 à 57% en 2022. Parmi les sociétés qui n'ont pas de mandats d'investissement d'impact, 79% envisagent de mettre en place de tels mandats au cours des cinq prochaines années. Dans ce même contexte, le rapport révèle que l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance arrive en tête des priorités stratégiques des firmes

de private equity sondées (48%), devant la gestion des talents (46%) et l'élargissement de la gamme de produits (37%). D'autant plus que ces critères sont désormais l'une des conditions d'un engagement plus fort des investisseurs. En effet, 81% des acteurs sud-africains de l'industrie du private equity affirment avoir déjà subi des « pressions » liées aux critères ESG de la part des investisseurs. Ces pressions concernent essentiellement les domaines de l'adaptation de la stratégie d'investissement pour répondre aux exigences ESG, la mesure de la performance du portefeuille par rapport à ces exigences et l'amélioration de la qualité et de la fréquence du reporting y afférent.

L'optimisme règne malgré les incertitudes macroéconomiques
En ce qui concerne les principales menaces auxquelles fait face l'industrie du capital-investissement dans le pays le plus industrialisé du continent, les sociétés interrogées ont cité, dans l'ordre, une récession mondiale (87%), de nouvelles tensions géopolitiques (71%), une baisse des valorisations des portefeuilles (51%) et une sursaturation du marché avec un tarissement des flux de transactions (40%). En dépit d'une conjoncture internationale marquée par de fortes incertitudes macroéconomiques, 67% des capital-investisseurs actifs en Afrique du Sud s'attendent à ce que la taille de leur prochain fonds soit « beaucoup plus grande » ou « plus grande » que

le dernier. D'autre part, 46% des firmes sondées prévoient des flux de transactions « élevés » ou « très élevés » en 2024, alors que 47% anticipent des flux stables et 7% des flux plus faibles. Le rapport révèle par ailleurs que les levées de fonds réalisées par les firmes de capital-investissement sud-africaines en 2022 ont atteint 19,6 milliards de rands sud-africains (1,03 milliard de dollars), enregistrant ainsi une augmentation de 21% par rapport à 2021. Ce montant est plus élevé que la moyenne des cinq années ayant précédé la pandémie du coronavirus (2015-2019). Plus de la moitié des fonds ont été levés auprès d'investisseurs étrangers originaires essentiellement de l'Europe et du Royaume-Uni. Le montant global des investissements réalisés durant l'année écoulée s'est, quant à lui, établi à 15,2 milliards de rands (799,5 millions de dollars), en hausse de 2% par rapport à 2021. Ces investissements sont répartis sur 189 transactions (+40% comparativement à 2021). La répartition des investissements par secteur montre que celui des infrastructures occupe le premier rang avec 36,3% de la valeur totale des investissements réalisés l'an passé, devant l'énergie (16,7%), l'immobilier (6,9%), les technologies de l'information et de la communication (5,8%), l'industrie (5,5%) et les services financiers (5%).

EN AFRIQUE

Les traders et les banques locales comblent une partie du déficit de financement des projets pétroliers

Alors que les bailleurs de fonds occidentaux rechignent à financer les projets liés aux énergies fossiles pour encourager la transition énergétique, les compagnies pétrolières et les pays africains où elles opèrent explorent de nouvelles options de financement. Les groupes de négoce de matières premières, dont Trafigura, et les banques africaines sont en train de combler une partie du déficit de financement des projets pétroliers sur le continent, alors que les bailleurs de fonds occidentaux se détournent de plus en plus du secteur des énergies fossiles dans un contexte de décarbonation à marche forcée, a rapporté Bloomberg le 12 octobre dernier, citant des professionnels du secteur. Durant la COP 26 à Glasgow, une vingtaine de pays développés se sont engagés à mettre un terme au financement à l'étranger de projets d'énergies fossiles sans techniques de capture de carbone à partir de fin 2022. Des institutions financières multilatérales, dont la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont également annoncé la fin des financements des activités en amont du secteur pétrolier et gazier. « Il est inutile de penser à la manière dont les choses se passaient auparavant. Il est peu probable que les banques européennes reviennent, mais ce n'est pas grave, car les entreprises comme Trafigura offrent de la flexibilité et diverses options



d'endettement en échange de la production », a déclaré Matthieu Milandri, responsable du financement en amont chez Trafigura, lors d'une conférence tenue au Cap (Afrique du Sud). « Nous avons besoin que les barils soient négociés. C'est toujours une condition pour nous », a-t-il ajouté. Le directeur financier de la compagnie canadienne Africa Oil Corp, Pascal Nicodeme, a de son côté révélé, lors de la conférence, que sa compagnie n'a plus de créanciers européens et n'est désormais financée que par des banques africaines. « Les banques africaines sont présentes et concluent des accords », a confirmé Tamoor Ali, responsable du sourcing du brut pour les activités de négoce et de transport maritime de BP.

Le directeur des syndicats à la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), Babajide Bode-Harrison, a d'autre part révélé que cette banque panafricaine prévoit de conclure des accords de partenariat avec des négociants en produits énergétiques, des fonds souverains et d'autres institutions afin de répondre à une plus grande partie des besoins de financement dans le secteur des hydrocarbures. « Nous sommes en train de créer une banque de transition énergétique », a-t-il déclaré. En mai 2022, Afrximbank avait signé un protocole d'accord avec l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) pour la création d'une banque de l'énergie afin de mobiliser plus de financements auprès du secteur privé pour les projets pétroliers et gaziers africains.

TOGO

Une entreprise réinvente la pâte d'arachide

Au Togo, malgré une popularité indéniable, l'industrie de l'arachide se heurte à une série de défis. Les consommateurs, devenus de plus en plus exigeants, aspirent à une qualité irréprochable pour les produits qu'ils acquièrent, et nombreux sont ceux qui disent avoir eu de la déception en ouvrant un pot de pâte d'arachide qui ne répondait pas à leurs attentes. C'est dans ce contexte que Yao Victorine, linguiste de formation, a décidé de relever le défi et de créer sa propre entreprise en 2021 : Arach-Togo, qui se donne pour mission de transformer le panorama de l'industrie de l'arachide, tout en offrant des produits de haute qualité, élaborés avec soin et dans le respect des normes. Lecture. Disponibles en boîtes de 500 grammes, 1 kg, 1.5 kg, 2.5 kg, 5kg, les produits de l'entreprise s'alignent, d'après Victorine, sur une démarche qualité et sécurité. La promotrice explique : « Chaque arachide est soumise à un tri minutieux, pour éliminer tout matériau défectueux ou inadéquat. Après la torréfaction, les arachides sont déulpées et tamisées pour éliminer toutes les impuretés potentielles. Le broyage est effectué avec une précision scientifique avec production d'une texture parfaitement homogène. Le conditionnement s'effectue dans des conditions stériles, qui préservent la fraîcheur du produit ». Mais Arach-Togo ne s'arrête pas là. Pour répondre aux besoins changeants de sa clientèle et conquérir de nouveaux marchés, elle diversifie ses produits. Au-delà de la simple pâte d'arachide, l'entreprise crée des dérivés innovants, adaptés aux goûts locaux et internationaux, selon la promotrice. L'entrepreneuriat est un voyage qui commence souvent avec des ressources limitées mais un rêve infini. Dans le cas d'Arach-Togo, le chemin a été pavé de défis et d'engagements soutenus. Toutefois, après un an d'efforts inlassables, l'entreprise a bénéficié de divers programmes d'accompagnement de structures à l'instar d'Innov'up Togo, KD Group ou encore Miawodo. En ce qui concerne l'avenir, Arach-Togo ne manque pas d'audace. A court terme, elle aspire à accroître sa capacité de production tout en renforçant sa présence sur le marché. Le plan prévoit une diversification de la gamme de produits ainsi qu'une expansion géographique visant à couvrir toutes les régions du Togo. « L'objectif ultime est de voir les produits Arach-Togo trôner fièrement dans les rayons des supermarchés, en tant que symbole incontesté de qualité », nous confie sa promotrice. « Dans le secteur exigeant de l'industrie alimentaire, la qualité et la sécurité sont des impératifs non négociables », confie Victorine.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses européennes terminent en net repli

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, les investisseurs limitant leur exposition aux actifs risqués, préoccupés par l'évolution du conflit israélo-palestinien.

À Paris, le CAC 40 a abandonné 1,52% à 6.816,22 points, tandis que le Dax allemand cédait 1,64% et le Footsie britannique 1,3%.

L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une baisse de 1,61%, contre 1,31% pour le FTSEurofirst 300 et 1,36% pour le Stoxx 600.

Sur la semaine, le CAC 40 décroît de 2,68%, sa plus forte baisse depuis début juillet, et le Stoxx 600 affiche une baisse de 3,1%, le déclin le plus important depuis mi mars.

Les tensions au Moyen Orient ont pris le pas vendredi sur les inquiétudes concernant les taux aux Etats-Unis, alors qu'Israël s'apprête à envahir la bande de Gaza dans un contexte régional de plus en plus tendu.

L'aversion au risque est telle que les rendements souverains déclinent, après que le 10 ans américain a touché un record depuis 2007 plus tôt dans la séance, entraîné à la hausse par des commentaires restrictifs de Jerome Powell.

L'or atteint un prix record depuis trois mois, tandis que les devises refuges comme le dollar et le franc suisse sont recherchées par les investisseurs.

Les marchés doivent de fait composer avec un environnement de plus en plus complexe: le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a déclaré jeudi que si les rendements plus élevés diminuaient "à la marge" le besoin pour la Fed de relever de nouveau ses taux, la résistance de l'économie américaine nécessitait d'être suivie de près.

Les résultats d'entreprises publiés jusqu'ici ne suffisent pas non plus à améliorer le moral des investisseurs, les chiffres publiés par Tesla, l'une des sept entreprises ayant le plus contribué à la performance des actions américaines cette année, ayant déçu les investisseurs. La reprise des tensions commerciales entre Chine et Etats-Unis pèse sur les perspectives, tandis que l'activité chinoise demeure confrontée au ralentissement de l'immobilier: Country Garden, le plus grand promoteur privé de Chine, a fait défaut cette semaine sur sa dette offshore.

Les réunions de banques centrales attendues les deux prochaines semaines incitent par ailleurs à la prudence, la Banque centrale européenne annonçant sa décision jeudi 26 octobre, et la Fed la sienne le 1er novembre, dans un contexte de remontée du prix de l'énergie qui pourrait raviver les pressions inflationnistes.

Taux

Les rendements s'affaissent, les titres obligataires profitant de la demande d'actifs sûrs permettant de diminuer le risque des portefeuilles dans un contexte incertain.

A la clôture des marchés de taux en Europe, le rendement du Treasury à dix ans perdait 8,9 pb à 4,8988%, tandis que le taux à deux ans chutait de 10 pb à 5,071%.

Le rendement du dix ans allemand a abandonné 4,4 pb à 2,883%, tandis que celui du taux à deux ans s'est replié de 8,8 pb à 3,176%.

Valeurs

L'Oréal a abandonné 1,54% après avoir annoncé jeudi soir une croissance organique de son chiffre d'affaires au troisième trimestre en dessous des attentes, en raison notamment d'un recul des ventes en Asie. La baisse du titre a entraîné avec elle le secteur du luxe,, qui a cédé 0,69%, Kering, Hermès et LVMH abandonnant respectivement 1,91%, 1,54% et 0,98%.

Vivendi s'est octroyé 2,88%, en tête du CAC40, après la publication d'un chiffre d'affaires supérieur aux attentes au troisième trimestre, porté par la croissance de ses divisions Canal+ et Havas.

Bolloré a cédé 0,69% en raison d'un repli de 7% de son chiffre d'affaires trimestriel. Tomra Systems a plongé de 22,59%, en queue du STOXX 600, après que les résultats du troisième trimestre de la société norvégienne

spécialisée dans les technologies durables ont été inférieurs aux attentes.

Changes

Le dollar s'érode sous la pression d'un pétrole en hausse, mais demeure proche de son plus haut sur un an. Le dollar recule de 0,08% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro grignote 0,12% à 1,0592 dollar, et livre sterling 0,08% à 1,2153 dollar.

Pétrole

Le pétrole avance, les marchés craignant une escalade du conflit au Moyen Orient qui aurait un impact sur l'offre de pétrole de la région.

Le Brent se hisse de 1,01% à 93,31 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) se renforçant de 0,88% à 90,16 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 19 Octobre 2023				
Valeur : 23 Octobre 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	137.5749	137.5899
1	EUR	EURO	145.0039	145.0473
1	GBP	POUND STERLING	166.7575	166.8363
100	JPY	JAPANESE YEN	91.8452	91.8797
1	CNY	CHINESE YUAN	18.8026	18.8049
1	CHF	SWISS FRANC	152.9630	153.0477
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	100.1929	100.2330
1	DKK	DANISH KRONE	19.4290	19.4322
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.4457	12.4493
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.3985	12.4043
1	AED	UAE DIRHAM	37.4517	37.4659
1	SAR	SAUDI RIYAL	36.6759	36.6818
1	KWD	KUWAITI DINAR	444.5069	444.6991
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.0303	43.4628
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3824	13.3838
1	LYD	LIBYAN DINAR	28.0754	28.2189
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.6223	3.6227
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.3948	180.3948

PLOMBÉE PAR LA TECH ET LES FINANCIÈRES

Wall Street finit en baisse

La Bourse de New York a fini en baisse vendredi, pénalisée par le recul des valeurs financières et technologiques dans un contexte d'aversion au risque alimenté par le contexte géopolitique au Moyen-Orient.

L'indice Dow Jones a cédé 0,86%, ou 286,89 points, à 33.127,28 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 53,84 points, soit 1,26% à 4.224,16 points.

Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 202,37 points (1,53%) à 12.983,807.

Aux valeurs, le secteur financier fait les frais d'un climat négatif lié à la hausse des

taux.

Bank of America, a ainsi perdu 2,41%, tandis que JPMorgan, a abandonné 1,61%

Le dollar évoluait en baisse de 0,08% face à un panier de devises quelques minutes après la clôture de Wall Street, tandis que l'euro s'établissait à 1,0594 dollar (+0,14%).

Sur le marché obligataire, le papier à dix ans [US10YT=RR] a cédé 6,8 points de base pour s'établir à 4,9201%. Son homologue à cinq ans [US10YT=RR], a reculé de 10,1 points de base à 4,8599%.

PARIS

Période de stress, recule vers les 6800 pts

La bourse de Paris achève la séance à son plus bas niveau du jour, avec un recul de 1,52% qui emmène l'indice à 6816 points, notamment pénalisé par Publicis (-3,5%), Eurofins Scientific (-3,1%) ou encore STMicro (-3,1%).

Sur la semaine écoulée, le CAC40 cède 2,6% et ne s'arroe plus que 5,3% depuis le début de l'année.

Les marchés sont particulièrement sensibles au contexte géopolitique au Proche-Orient, sans oublier les taux obligataires à 10 ans qui campent à des niveaux qui restent élevés malgré une légère détente, avec des T-Bonds à 4,90%, un bund allemand à 2,88% et des OAT françaises à 3,5%.

Au-delà de cette contre-performance algébrique, les chartistes retiendront que le support majeur des 6.880 (du 15 mars) n'a pas tenu en cette séance des '3 sorcières' où il aurait pu -en d'autres circonstances- être défendu avec plus de détermination et de bonnes chances de succès.

Les marchés sont désormais sous stress alors que les investisseurs s'interrogent sur l'éventualité d'une nouvelle hausse de taux aux Etats-Unis d'ici à la fin de l'année.

Hier, lors de sa prise de parole devant l'Economic Club de New York, Jerome Powell, le président de la Fed, a constaté que l'activité économique demeurerait solide et que la trajectoire vers les 2% d'inflation n'était toujours pas

solidement établie, ce qui pourrait justifier un nouveau tour de vis monétaire.

Sur le front géopolitique, l'annonce dans la matinée de l'interception par la marine US de projectiles lancés depuis le Yémen en direction d'Israël pourrait provoquer une remontée de l'aversion au risque.

Toutes ces tensions continuent de favoriser les valeurs refuges comme l'or, qui grimpe encore de 2,3% pour atteindre les 1994 dollars l'once.

De son côté, le baril de Brent gagne 0,2%, au-dessus des 93\$. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Klépierre indique que ses revenus locatifs nets s'élèvent à 736,7 ME, en hausse de 8,6 % sur 9 mois à périmètre constant, grâce notamment à une forte indexation positive et à une hausse des revenus annexes (loyers variables, revenus des parkings et activités de Specialty Leasing).

Alstom annonce l'inauguration de RAPIDX le premier service ferroviaire régional à semi-grande vitesse de l'Inde.

Enfin, Verallia a publié un chiffre d'affaires de 3 075 ME sur les 9 premiers mois de 2023, en hausse en données publiées de 22,1 % par rapport à l'année passée. À taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires a progressé de +22,5 % (et de +18,6 % hors Argentine).

ROYAUME-UNI

Moody's maintient la note de la dette mais relève sa perspective à « stable »

Moody's, qui a maintenu sa note sur la dette souveraine du Royaume-Uni à Aa3, dit avoir désormais confiance dans la capacité des institutions britanniques à « mettre en œuvre une politique budgétaire efficace ».

En attendant la France, l'agence de notation Moody's a relevé vendredi la perspective de la note du Royaume-Uni de « négative » à « stable ». La décision de Moody's est principalement motivée par le retour de la « prévisibilité » de la politique monétaire de Londres, « après la volatilité accrue de l'année dernière autour du mini-budget », se justifie dans un communiqué l'agence américaine. Il y a un an, le gouvernement britannique avait en effet présenté un « mini-budget » controversé et mal financé, avant d'en retirer presque toutes les mesures, dans un contexte économique difficile, marqué par l'inflation. La Première ministre Liz Truss avait alors démissionné après seulement six semaines à Downing Street sur fond d'envolée des taux souverains et de chute de la monnaie.

Optimisme relatif de Moody's
Moody's, qui a maintenu sa note sur la dette souveraine du Royaume-Uni à Aa3, dit avoir désormais confiance dans la capacité des institutions britanniques à « mettre en œuvre une politique budgétaire efficace ». L'agence souligne « l'engagement du gouvernement en faveur de l'assainissement budgétaire » et sur « le cadre institutionnel solide » du pays, tout en souhaitant une approche « plus conciliante » dans ses relations avec l'Union européenne pour « réduire durablement une partie de l'incertitude liée au Brexit qui a freiné l'investissement des entreprises depuis



2016 ». Sur les six premiers mois de l'exercice fiscal britannique, qui commence en avril, le Royaume-Uni a emprunté 81,7 milliards de livres, nettement moins que les 101,5 milliards qui avaient été projetés par l'organisme public de prévision budgétaire OBR, selon des données publiées vendredi par l'Office national des statistiques (ONS).

Les finances encore sous pression

Le ministre des Finances britannique Jeremy Hunt, qui doit présenter le budget d'automne le mois prochain au Parlement, reste cependant sous pression, admettant lui-même que

la dette britannique se trouve dans une situation qui n'est « clairement pas durable », après les emprunts massifs pendant la pandémie et l'invasion russe de l'Ukraine qui « a fait grimper l'inflation et les taux d'intérêt », a-t-il expliqué dans un communiqué.

En effet, les taux d'emprunt de l'Etat britannique sur le marché culminent actuellement à des niveaux historiquement élevés : les rendements à 30 ans se sont ainsi envolés vendredi à un sommet en 25 ans. Les investisseurs s'attendent à ce que la Banque d'Angleterre (BoE) maintiennent ses taux élevés pendant plus longtemps, voire les relèvent encore.

FUITE DU GAZODUC BALTICCONNECTOR

Après avoir soupçonné la Russie, la Finlande enquête sur un étrange navire chinois

Après la Russie, la Chine. Ce vendredi, la police finlandaise a annoncé qu'un navire chinois était au cœur de son enquête sur le gazoduc entre la Finlande et l'Estonie récemment endommagé par une intervention extérieure. « Les mouvements du navire Newnew Polar Bear battant pavillon de Hongkong coïncident avec l'heure et le lieu où le gazoduc a été endommagé », a indiqué le Bureau national d'enquête dans un communiqué. La Finlande enquête sur la fuite du gazoduc Balticconnector ayant entraîné sa fermeture le 8 octobre, les autorités ayant annoncé qu'elle avait été provoquée par une intervention extérieure, laissant craindre un possible sabotage. La police finlandaise a annoncé jeudi avoir achevé la phase d'investigations sur le site du gazoduc. « Les échantillons collectés ont été remis en vue d'une expertise », a indiqué le Bureau national d'enquêtes (NBI) dans un communiqué. Une collecte d'échantillons a nécessité plusieurs plongées à des dizaines de mètres de profon-

deur.

Mais une plongée supplémentaire va sans doute devoir être nécessaire. La police a confirmé que le dommage avait été causé par « une force mécanique extérieure » et qu'elle avait repéré « un objet lourd » à proximité du gazoduc. « Un énorme amas de terre récemment formé et contenant probablement un objet extrêmement lourd a été découvert dans le fond marin », a ajouté Risto Lohi, un responsable de la police. Les forces de l'ordre vont devoir tenter de récupérer l'objet pour voir s'il existe un lien avec le gazoduc endommagé.

Des soupçons à l'égard de la Russie

Sur fonds de tension avec la Russie, des soupçons avaient été émis à l'encontre de Moscou. « C'est n'importe quoi. Franchement, je ne savais même pas que ce gazoduc existait », avait dès lors déclaré le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, à l'occasion d'une conférence de presse au Kirghizstan. Le président russe avait alors estimé que les accusations à l'encontre de la Russie ont



pour objectif de « dissimuler l'acte terroriste commis par l'Occident à l'encontre de Nord Stream. A détourner l'attention ». De son côté, l'Otan a annoncé jeudi qu'elle intensifiait ses patrouilles en mer Baltique à la suite de dommages causés à des infrastructures sous-marines de membres de l'Alliance. Il y a plus d'un an, le 26 septembre 2022, quatre énormes fuites de gaz précédées d'explosions sous-marines se sont produites sur Nord Stream 1 et 2, conduites qui acheminaient l'essentiel du gaz russe vers l'Europe. Son origine reste toujours une énigme. « Nous continuons à suivre la situation de près et nous restons en

contact étroit avec nos alliés, l'Estonie et la Finlande, ainsi qu'avec notre partenaire, la Suède », a déclaré le porte-parole par intérim de l'Otan, Dylan White. Selon le gestionnaire du gazoduc finlandais, les travaux de réparation prendront « au moins cinq mois », obligeant la Finlande à s'approvisionner via son terminal de gaz naturel liquéfié flottant à Inkoo (sud). Le gaz naturel représente environ 5% de la consommation énergétique de la Finlande, essentiellement pour l'industrie et la production électrique ainsi que pour le chauffage.

SUÈDE

Le gouvernement veut durcir l'accès aux aides sociales pour les migrants hors UE

Le gouvernement suédois a annoncé vendredi vouloir durcir les conditions d'octroi des prestations sociales aux migrants non européens afin de dissuader de nouvelles arrivées et de « mieux intégrer » ceux déjà présents. Le pays de 10,3 millions d'habitants a accueilli près de 800.000 migrants extra-européens depuis 2012. La Suède revoit sa politique d'accueil migratoire. Le gouvernement suédois a annoncé vendredi vouloir durcir les conditions d'accès aux prestations sociales pour les migrants non européens.

« Depuis 2012, plus de 770.000 personnes ont immigré en Suède de pays hors de l'Union européenne et de l'Espace économique européen », explique Ulf Kristersson et les trois autres dirigeants des partis de la coalition dans une tribune parue dans le quotidien Dagens Nyheter (DN).

Ce gouvernement, dirigé par le chef du parti conservateur des Modérés, Ulf Kristersson, a été constitué il y a un an par une coalition soutenue pour la première fois par le parti d'extrême droite des Démocrates de Suède (SD) qui n'y compte cependant aucun ministre. Cette coalition a été élue sur une promesse de baisse de l'immigration et de la criminalité qui s'accroît dans le pays sur fond d'une inédite guerre des gangs dans une société qui fut longtemps un modèle d'apaisement.

La Suède a accueilli de nombreux migrants dans les années 1990, en particulier en provenance de Yougoslavie, de Syrie, d'Afghanistan, de Somalie, d'Iran et d'Irak mais a rencontré des difficultés à les intégrer. Le nombre des demandes d'asile a diminué de 26% en Suède au premier semestre par rapport à la même période de 2022, comparé à une hausse de 30% à l'échelle européenne, se félicite le gouvernement dans sa tribune tentant d'y voir une première validation de son durcissement.

Le gouvernement assume ainsi de rompre « avec une politique d'intégration qui n'a pratiquement aucune exigence (envers les migrants) et aucune incitation à s'intégrer à la société, cette forte immigration a créé une Suède divisée », poursuivent les membres de la coalition qui assume de vouloir dissuader de nouvelles arrivées et de « mieux intégrer » ceux déjà présents. Selon eux, une partie de la population souffre de « la ségrégation, (de) l'exclusion, (du) chômage, (des) mauvais résultats scolaires et (de) l'absence de valeurs suédoises communes » du fait d'une politique migratoire défailante.

NOUVEAUTÉS AUTO

Le top des modèles les plus attendus en 2024

Que nous réserve le marché automobile en 2024 ? L'Auto-Journal s'est penché sur la question et vous liste le top des nouveautés les plus attendues entre la fin 2023 et les prochains mois, toutes marques confondues.

Partie 1

Avec un marché automobile français au plus bas depuis des décennies, les constructeurs ont besoin d'apporter de la fraîcheur technologique et du rêve à leurs clients. Hybrides en tous genres ou 100% électriques, les modèles qui nous seront proposés au cours des prochains mois démontrent la légitimité d'un mix énergétique qui répond mieux à nos besoins et à notre budget. En marge de "l'électrique à tout prix" de la Commission européenne, la marche vers le zéro émission est cadencée par la réalité du terrain.

ALFA ROMEO 33 STRADALE

Le constructeur italien dégage sa 33 Stradale, une supercar en série limitée déjà attribuée à 33 (riches) clients triés sur le volet. Cette voiture exclusive sera produite à la main au sein de la Carrozzeria Touring Superleggera, en Italie. Le modèle est personnalisable à l'envi, et chaque propriétaire pourra même signer le châssis de sa main. Principalement composée de carbone et d'aluminium, la 33 Stradale mêle le style des Alfa contemporaines avec des références du passé (plus particulièrement la 33 Stradale de 1967). Elle se distingue également par une double offre de motorisations inédite. Tout d'abord, un V6 3.0 biturbo de 620 ch, mais aussi une version 750 ch mue par... trois moteurs électriques. Les acquéreurs ont, selon nos informations, choisi cette dernière pour 20 % d'entre eux. Quant au développement, il sera peaufiné sur piste par le pilote

BYD SEAL U

Le constructeur chinois a l'habitude d'occuper une superficie assez importante dans les motor shows européens. Présent à Munich, comme il l'a été à Paris en octobre 2022, BYD expose à nouveau ses Han, Tang, Atto 3, Seal et Dolphin, en cours de commercialisation en Europe. Pour poursuivre son offensive, il proposera bientôt un SUV, baptisé Seal U, également visible au salon germanique. Enfin, BYD profite de cette vitrine pour présenter le Denza D9, un van électrique doté d'une batterie de 103 kW. Denza est une marque à part entière en Chine, au sujet de laquelle BYD devra préciser ses intentions pour l'Europe.

de Formule 1 maison, Valtteri Bottas. L'autre grosse actualité pour le constructeur transalpin, c'est l'arrivée du Palade, un modèle qui va investir le segment très demandé des SUV urbains, sur lequel règnent en maître les Peugeot 2008 et Renault Captur. Le Palade visera plus haut en finition comme en prix, et sera développé sur la base du 2008, dont il reprendra également les motorisations thermiques et électriques. Son intérieur et ses technologies embarquées devraient, en revanche, se démarquer de ceux de ses cousins de la galaxie Stellantis.

AUDI Q8

Une petite révolution se prépare dans la gamme A4, qui va quitter son statut de stricte berline pour devenir un modèle à la carrosserie davantage sculptée, qui remplacera à la fois les A4 et les A5, toutes silhouettes confondues. Pour ce faire, l'A4 devra revoir sa partie avant, affiner sa calandre et aussi gonfler légèrement ses épaules. Elle se distinguera également par une signature lumineuse repensée à l'avant comme à l'arrière, ainsi que par un changement d'appellation. À l'avenir, Audi attribuera un chiffre pair à ses véhicules 100% électriques et impairs aux modèles embarquant d'autres technologies. Dans ce contexte, l'A4 deviendra A5, et proposera uniquement des blocs à 4 cylindres, accompagnés d'un système de micro-hybridation 48V ou de l'hybride rechargeable permettant de parcourir jusqu'à 100 km en tout-électrique.

La future A5 sera commercialisée courant 2024. L'Audi A6 e-tron sera, quant à elle, 100% électrique. Basée sur la plateforme PPE (Premium Platform Electric) qui sera également utilisée par le futur Porsche Macan Electric, elle pourrait adopter une calandre fermée et des flancs qui devront mêler dynamisme et contraintes aérodynamiques. Les poignées affleurantes et un intérieur tourné vers le high-tech figurent au programme. Sous le capot – ou plutôt sur les trains roulants –, prendront place un ou deux moteurs électriques, liés à une technologie 800 V et à une batterie de 100 kWh promettant 700 km d'autonomie. La puissance de charge maximale, estimée à 270 kW, devrait permettre à l'A6 e-tron de "faire le plein" plus rapidement que la moyenne. À l'étage supérieur, le Q6 e-tron reprendra la même technologie sous sa robe de SUV. Positionné entre le Q4 et le Q8, il atteindrait 4,75 m en longueur, pour une largeur de 1,90 m et une hauteur de 1,65 m. Le Q6 e-tron pourrait aussi être proposé



en version Sportback, autrement dit avec un toit qui s'incline davantage vers le volet de coffre. Pour le Q8, enfin, c'est l'heure du restylage. Lancé en 2018, ce grand SUV va adopter quelques changements esthétiques, visibles surtout à l'avant. Les phares et la calandre sont modifiés afin de lui donner une nouvelle expression, suffisamment distincte de la version actuelle. L'arrière, pour sa part, évolue en douceur, tout comme l'habitacle. Quant à l'équipement, il s'enrichit naturellement, comme à chaque nouvelle phase de commercialisation. Côté motorisations, le V6 diesel reste au catalogue et la version sportive RS Q8 pourrait passer à 630 ch.

BMW : LE BAVAROIS RÉINVENTE LA 3

Dans les années 60-70, BMW a utilisé le terme Neue Klasse pour marquer un nouveau départ en matière de style comme de technologie. En 2023, BMW dévoile une nouvelle Neue Klasse. Celle-ci prend les traits d'une berline deux corps et demi de 4,69 m de long, peu ou prou la longueur d'une Série 3. Ses lignes très pures sont en rupture avec ce qui se fait actuellement dans la gamme. Même si

ce concept montre patte blanche et ne roule qu'à l'électricité, il conserve une certaine musculature. Et la calandre joue avec la lumière pour souligner les différents visages des BMW de demain.

À l'intérieur, comme promis par le concept car i Vision Dee dévoilé au dernier CES de Las Vegas, la Neue Klasse reprend l'affichage de type "panoramic vision". Il s'agit en fait d'un affichage tête haute projeté sur toute la largeur du pare-brise sur une lame spécifique et invisible. En plus des informations essentielles, il est possible d'afficher celles de trois widgets depuis l'écran central tactile. Plus qu'une plateforme inédite, il s'agit d'une nouvelle architecture qui, selon Adrian van Hooydonk, le patron du design du groupe BMW, "offre de nouvelles libertés en matière de design, de typologie de véhicule et d'agencement". C'est ce que semble montrer le généreux espace à bord ou la chronologie de déploiement des futurs modèles, dévoilée du bout des lèvres. D'abord la berline, suivie par un crossover, qui prendrait ses distances avec le monde classique des SUV. La batterie reste logée sous le

plancher, mais elle promet un bond en matière de densité énergétique. En partie grâce à ses nouvelles cellules cylindriques, le gain d'énergie, à volume équivalent, pourrait atteindre 30%. Selon les experts de la marque, l'autonomie devrait, elle aussi, progresser de 30% et serait nettement moins sensible aux conditions climatiques. Enfin, le dernier axe développé par la Neue Klasse concerne le respect de l'environnement. Comme avec tous les concept cars révélés actuellement par les constructeurs, il faut prendre un peu de recul et tenter de faire le tri entre ce qui reste du "greenwashing" et ce qui pourrait constituer une rupture technologique. Une chose semble actée : BMW souhaite diminuer le nombre de pièces qui compose la voiture, à l'intérieur comme à l'extérieur. 2023 sera pour BMW l'année de la Série 5, dont la gamme devrait accueillir prochainement les versions hybrides rechargeables, mais aussi celle du nouveau X2 – doté d'une version 100% électrique –, dévoilé dans les prochaines semaines, et de la Série 1, qui s'offrira un premier restylage.

A SUIVRE

CITROËN È-C3

Il s'agit des deux grandes nouveautés que la marque aux chevrons lancera au cours des prochains mois : la C3, révélée en octobre, tandis que le C3 Aircross arrivera au printemps 2024. La première prendra de la hauteur et deviendra un BUV, autrement dit une polyvalente aux allures de SUV, alors que le second gagnera 20 cm en longueur (soit 4,35 m environ). Citroën entend ainsi concurrencer les stars de la catégorie avec un positionnement tarifaire agressif (permis grâce à un partage de composants plus large), un équipement calibré au plus juste et une liste d'options réduite. À noter que les deux modèles seront proposés à la fois en version thermique et électrique, avec potentiellement deux technologies distinctes pour les batteries.



Découvrez les secrets révélés par le procès du fondateur de FTX

Le procès de Sam Bankman-Fried, créateur de FTX, bat son plein à New York. Devant les tribunaux américains, les ex-collaborateurs de l'ancien chevalier blanc des cryptomonnaies multiplient les révélations. On y découvre notamment comment l'empire FTX orchestrait le vol de ses clients et cachait ses pratiques frauduleuses.

Près d'un an après l'effondrement de FTX, le procès de Sam Bankman-Fried (SBF), PDG et fondateur de l'échange, a débuté à New York. L'ancien milliardaire est accusé de fraude électronique, de blanchiment d'argent, d'association de malfaiteurs et de violation des lois sur le financement des campagnes électorales. Il risque au total plus de 115 ans de prison si toutes les charges sont retenues contre lui. Pour démontrer la culpabilité de Bankman-Fried, les procureurs en charge de l'affaire peuvent compter sur le témoignage de ses anciens associés. Afin d'éviter de sévères poursuites, les collaborateurs de SBF ont accepté de lever le voile sur les dessous de l'empire FTX. Le procès s'articule notamment autour du témoignage du cercle d'amis proches de Sam Bankman-Fried. Pour gérer son empire, il s'était en effet entouré de plusieurs personnes de confiance, avec qui il a noué des relations amicales ou amoureuses. Ceux-ci ont été complices ou témoins des abus du fondateur de FTX, qui est décrit comme le cerveau de toute l'opération. Le procès vise en effet à prouver que SBF était bien à l'origine de toutes les pratiques illégales du groupe.

Une ligne de crédit illimitée et une assurance fictive

C'est Gary Wang, le cofondateur du groupe FTX, qui a ouvert le bal. Devant les tribunaux, l'ancien directeur de la technologie admet d'entrée de jeu avoir commis des crimes avec Sam Bankman-Fried. Il révèle qu'Alameda Research, la société de trading fondée par SBF, profitait largement de ses liens avec FTX. Comme on le sait depuis la faillite, Alameda n'hésitait pas à financer ses opérations de trading, parfois très risquées, avec l'argent des utilisateurs de FTX... ce qui a contribué à creuser le trou dans la caisse. Gary Wang dévoile qu'Alameda disposait d'une ligne de crédit illimitée auprès de FTX. En clair, la firme de trading, qui est à l'origine de la for-



tune initiale de SBF, pouvait « retirer des fonds illimités ». Ces privilèges étaient directement cachés dans le code de la plateforme, à la manière d'une porte dérobée. « Alameda a retiré plus que ce qu'il y avait sur son compte – environ 8 milliards de dollars, en fiat et en crypto », déclare Gary Wang. Dans la foulée, Wang révèle que le fonds d'assurance de FTX, qui devait permettre de rembourser les utilisateurs en cas de hack, n'existait pas. Contrairement à sa communication, FTX n'a jamais mis de côté 100 millions de dollars pour assurer les ailiers de ses clients. Le montant affiché sur le site internet du groupe était purement aléatoire. Cette entourage visait à rassurer les investisseurs.

SBF président des États-Unis ?

Caroline Ellison, la PDG d'Alameda Research, la société sœur de FTX, dresse un portrait résolument sombre de la personnalité de Sam Bankman-Fried. La jeune femme, qui a connu une brève histoire amoureuse avec le milliardaire, décrit SBF comme un homme démesurément

ambitieux. Visiblement marquée par l'effondrement de l'empire FTX, elle assure que son ancien compagnon avait un temps l'ambition de devenir le président des États-Unis. Avant le désastre, Sam Bankman-Fried jouissait d'une excellente réputation, notamment auprès des élus démocrates. Le milliardaire a en effet injecté une véritable fortune pour financer la campagne électorale de Joe Biden contre Donald Trump. De l'aveu d'Ellison, 10 millions de dollars ont été offerts pour mettre sur pied la campagne de Biden et faire barrage à son opposant. Pour SBF, ce don « devait lui ouvrir des portes ». C'est pourquoi il estimait qu'il avait « 5 % de chances » de finir à la Maison-Blanche. Pour orchestrer une partie des dons dans le plus grand secret, en violation avec la loi, il s'est servi du compte bancaire de certains de ses collaborateurs.

SBF rêvait de racheter Snapchat

Quand FTX se portait bien, Sam Bankman-Fried s'est lancé dans une véritable frénésie de rachats. Sous l'impulsion de SBF, FTX a mis la main sur une foule de pe-

tites start-ups de l'industrie des cryptomonnaies. Peu avant la faillite, l'échange a par exemple racheté l'intégralité des actifs de la plateforme Voyager, qui a déposé le bilan, pour la somme de 1,4 milliard de dollars. Le groupe a aussi racheté des parts d'autres entreprises cotées en Bourse, dont Robinhood, avec l'argent des usagers. Ambitieux, voire mégalomane, SBF ne comptait pas se limiter au secteur des cryptoactifs. Selon le témoignage de Caroline Ellison, l'entrepreneur ambitionnait de racheter Snapchat, le réseau social concurrent de TikTok, dans le courant 2022. La jeune femme avait classé l'idée de Bankman-Fried dans un document intitulé « les choses qui font paniquer Sam ». La même année, SBF avait proposé à Elon Musk de financer le rachat de Twitter. Le PDG de Tesla avait refusé, estimant que Bankman-Fried n'était pas fiable. L'entretien est relaté dans la biographie d'Elon Musk, écrite par Walter Isaacson.

Meta rapproche les réglages Instagram et Facebook pour bloquer plus facilement les données partagées

Les réglages de confidentialité des applications de Meta sont de plus en plus complets... et complexes. Le géant des réseaux sociaux tente de simplifier les choses tout en proposant de nouvelles options. Les utilisateurs et les régulateurs sont de plus en plus exigeants envers les plateformes, et avec raison. Meta tente donc de concilier ces exigences sur tous ses réseaux sociaux et tous ses services, ce qui n'a rien d'évident : Facebook, Messenger, WhatsApp et Instagram sont des monstres qui intègrent leurs propres réglages dont plusieurs sont communs.

Instagram aux petits oignons

C'est pourquoi Meta continue de rapprocher les uns avec les autres au sein de l'« Espace comptes », qui permet aux utilisateurs de contrôler plus facilement les informations à leur sujet sur l'ensemble des plateformes du groupe. Cet espace s'est enrichi récemment de plusieurs nouveautés, la plus notable concernant Instagram. Deux fonctions déjà disponibles dans l'app Facebook y ont fait leur apparition. Le nouveau menu Votre activité en dehors des technologies Meta re-

groupe les informations que des entreprises transmettent à Meta lorsque l'utilisateur interagit avec ces organisations. Cela peut être l'accès à leur site web ou l'utilisation de leurs applications. Meta exploite ces informations pour la publicité ciblée, entre autres. En accédant à ce nouveau panneau depuis Instagram, il est possible de recenser les entreprises qui partagent des données avec Meta, de les désactiver une par une ou toutes d'un coup. L'autre nouveauté touchant le réseau social de partage de photos et de vidéos, c'est le menu Transférer vos informations : il permet de transférer une copie des informations créées ou partagées sur Instagram ou Facebook vers un autre service.

Meta donne l'exemple d'un service d'impression d'albums photo physiques, vers qui il sera plus facile de transférer des documents. Les deux apps, Facebook et Instagram, donnent aussi la possibilité de télécharger des informations depuis les deux plateformes en même temps (par exemple le téléchargement de photos téléversées sur les deux services). On pourra toujours télécharger ces données depuis l'une ou l'autre des apps.

Feu vert au Wi-Fi 6E basse consommation aux États-Unis

Les États-Unis se mettent finalement au diapason du reste du monde en autorisant l'exploitation de la bande de fréquence 6 GHz, autrement dit le Wi-Fi 6E, pour les appareils basse consommation. C'était attendu depuis des années par les constructeurs américains. La FCC, le régulateur américain des communications, a donné son feu vert à l'utilisation du Wi-Fi 6E pour les appareils basse consommation (VLP pour « very low power ») dans la bande des 850 MHz. Apple, Meta, Microsoft, Qualcomm, Intel ou encore Google réclamaient cette ouverture depuis 2019.

Cette bande réduit les interférences par rapport aux fréquences plus basses habituellement utilisées par le Wi-Fi. Les appareils VLP qui peuvent fonctionner sur cette bande bénéficient d'une très bonne connexion mais leur puissance de transmission est très faible. L'un des principaux usages possibles concerne les casques de réalité augmentée et mixte, qui nécessitent des débits élevés avec une faible latence.

On comprend mieux dès lors pourquoi des entreprises comme Apple ou Meta ont pesé de tout leur poids pour obtenir l'aval de la FCC. Même si leurs produits actuels — Vision Pro d'un côté, Quest 3 de l'autre — ne tirent pas encore partie des capacités du Wi-Fi 6E VLP. Cette technologie peut également avoir un grand intérêt pour CarPlay et les systèmes d'affichage déportés pour les voitures, ou encore les montres et bracelets connectés.

Le reste du monde n'a pas attendu les États-Unis pour ouvrir la bande de fréquence 6 GHz aux appareils VLP : l'Union européenne, le Canada, le Brésil ou encore l'Australie autorisent cette exploitation depuis quelques années. Avec les États-Unis dans la boucle, on peut s'attendre à une accélération du développement et de la commercialisation de ce type d'appareils.

Mots fléchés

Course en solitaire	↓	Serviette de bébé	↓	Désert	↓	Petite école	↓	S'écoula	↓	Ordinateur	↓	Charpen-tée	↓
Course en mer		Bonne humeur		Ex président yougoslave						Groupe de soldats		Belle des prés	
↓		↓		↓		Aiguisée		Dédale	→	↓		↓	
								Héros de Spielberg					
Marin	→					↓		↓			Problème	→	
Stupide											Président portugais		
↓											↓		
					Cachalot	→						État d'Europe	
					Bout de terrain								
Affaiblir	→				↓			Devant les sciences		Clôture	→		
Bramer													
↓								↓					
				Décora-tion	→								Déchif-frage
				Privé de ses attributs									
Flottante au dessert		Têtes de linottes	Estocs	→						Monnaie du Brésil	→		
↓		↓								Couche			
			Douceur	→				Ville du Tam	→	↓			
			Choisi					Repaire					
Vaste étendue	→		↓					↓				Coeur de chicon	→
Signes graphiques							Truie					Obtenir réparations	
							Tour de taille						
↓													
					Grand nombre	→					Enfile l'habit	→	
					Cheval de course						Décombres		
					↓						↓		
Rote	→						Voiture populaire	→				Immobile	
Pierre de construc-tion		La fille du désert	Canton suisse	→				Regrouper	→				
			Parcours des yeux										
↓		↓	↓										
								Écarteur	→				
								Allongées					
								↓					
Jeu de cartes	→							Un de Troie	→				Département
								Vieilles habitudes					
								↓					
Possessif	→			Tenue de rat	→					Vaga-bonda	→		
Bavarde				Boîte à idées						Bac de cuisine			
↓				↓						↓			
			Griottes	→								Le titane	→
												Humanoïde	
Suit le docteur	→		Jouer des fers	→						Sou nippon	→		
			Agit						Solution				
									↓				
Enfinement		Gâteau breton	→				Étété	→				Fin de verbe	Société
		Parti politique											
↓		↓										↓	↓
						Des cieux	→						
Greffés	→						Enserrera	→					

Le déficit budgétaire s'accroît de 23% en 2023, à 1700 milliards de \$

Le déficit budgétaire des États-Unis s'est accru de 23% en 2023 par rapport à 2022, en raison notamment d'une baisse des impôts versés tant par les ménages que par les entreprises, compliquant la tâche de Joe Biden à un an de l'élection présidentielle. Le déficit a atteint près de 1700 milliards de dollars au cours de l'exercice fiscal 2023, clos le 30 septembre, a annoncé vendredi le département du Trésor.



PRODUCTION DE CHARBON BRUT EN CHINE

En hausse de 3% durant le premier trimestre de 2023

La production de charbon brut en Chine a augmenté de 3% sur un an au cours des trois premiers trimestres de 2023, selon des statistiques officielles reprises par Chine Nouvelle. La Chine a produit 3,44 milliards de tonnes de charbon brut au cours de cette période, selon le Bureau d'Etat des statistiques. Sur le seul mois de septembre, la production chinoise de charbon brut a légèrement augmenté de 0,4% sur un an pour atteindre 390 millions de tonnes. La Chine a importé 350 millions de tonnes de charbon de janvier à septembre, soit une hausse de 73,1% par rapport à la même période l'année dernière, selon les mêmes sources.

UNION EUROPÉENNE

Croissance du marché automobile en septembre

Les immatriculations de voitures neuves dans l'Union européenne ont connu en septembre leur 14e mois consécutif de croissance, sans toutefois encore rattraper leur niveau d'avant la crise sanitaire, selon des statistiques du secteur publiées vendredi. Au total, 861.062 voitures particulières ont été immatriculées pour la première fois le mois dernier dans les pays de l'UE, une hausse de 9,2% sur un an, a précisé l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA) dans un communiqué. Sur les neuf premiers mois de l'année, le marché a crû "de façon substantielle" (16,9%), totalisant huit millions d'unités, selon l'ACEA qui a néanmoins souligné qu'il était encore loin des 10 millions d'il y a quatre ans, avant le Covid-19 qui a désorganisé les chaînes d'approvisionnement, notamment les semi-conducteurs. Cette tendance sur neuf mois a été tirée par les plus grands marchés nationaux, comme l'Italie (+20,5%) et l'Allemagne (+14,5%). Les véhicules 100% électriques ont atteint 14,8% de part de marché en septembre, une légère augmentation (+0,7 point) sur un an mais un décrochage par rapport aux 21% d'août. Ils ont toutefois surpassé les diesel pour la troisième fois cette année, selon l'ACEA.

EN SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Tebboune ordonne l'envoi d'aide humanitaire à Gaza

L'Algérie, sur ordre du président de la République, va acheminer des aides humanitaires importantes et urgentes à la bande de Ghaza (Palestine), en proie de la barbarie de l'entité sioniste, a annoncé hier samedi la présidence de la République. «L'Algérie a décidé, sur ordre du président de la République, d'envoyer des aides humanitaires importantes et urgentes, représentées par de la nourriture, des fournitures médicales, des vêtements et des tentes, à l'aéroport d'El Arich (Egypte), via un pont aérien composé de plusieurs avions des Forces aériennes de l'Armée nationale populaire (ANP), pour les acheminer vers la bande de Gaza à travers le passage de Rafah», indique la Présidence dans un communiqué.

Cette aide urgente exprime l'engagement de l'Algérie, précise la même source, de ses autorités et de son peuple, à une solidarité inconditionnelle et illimitée avec le peuple palestinien frère, soumis à une agression continue, notamment dans la bande de Gaza, de la part des forces d'occupation dans le cadre d'un embargo global injuste. Il est à noter que les premiers camions d'aide humanitaire ont entré hier samedi à Ghaza. «Vingt camions chargés d'aide humanitaire sont entrés samedi à Ghaza à travers le poste-frontière de Rafah (Egypte), après un blocus complet de deux semaines imposé par l'entité sioniste qui mène une agression meurtrière contre l'enclave palestinienne», ont rapporté des médias. Ces camions du Croissant-Rouge égyptien, qui se charge de l'acheminement de l'aide des différentes agences de l'ONU, ont traversé l'immense porte du poste-frontière au 15e jour de l'agression sio-



niste contre Ghaza, alors que des tonnes d'aide s'entassent depuis des jours dans l'attente d'un passage vers les 2,4 millions de Ghazaouis, pour moitié des enfants et adolescents, privés d'eau, d'électricité ou de carburant. Ce nombre de camions reste toutefois insuffisant selon l'ONU qui estime à au moins 100 camions par jour les besoins des Ghazaouis. Avant cette agression, ils dépendaient déjà pour 60% d'entre eux de l'aide alimentaire internationale. Vendredi, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avait appelé depuis Rafah, l'unique ouverture sur Ghaza qui ne soit pas aux mains de l'entité sioniste, au "passage rapide" de l'aide humanitaire vers le territoire palestinien. Guterres a déclaré qu'il était "essentiel d'avoir du carburant" pour pouvoir distribuer l'aide aux Palestiniens de cette enclave, sous strict blocus depuis 16 ans. Le bilan s'alourdit à 4473 martyrs depuis le début de l'agression sioniste. Plus de 4470 Palestiniens sont tombés en

martyrs depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza et la Cisjordanie le 7 octobre, a annoncé samedi le ministère de la Santé palestinien dans un nouveau bilan. Selon l'agence de presse Wafa, le ministère a indiqué que 4473 martyrs sont dénombrés depuis le 7 octobre. "4137 martyrs ont été emmenés aux hôpitaux de la bande de Ghaza, tandis que 84 martyrs sont de la Cisjordanie occupée. 70% des martyrs de la bande de Ghaza sont des femmes, des enfants et des personnes âgées", a-t-on souligné de même source. Plus de 15.400 citoyens palestiniens ont été grièvement blessés depuis le début de l'agression, dont 14.000 dans la bande de Ghaza et 1.400 en Cisjordanie occupée. Des quartiers entiers ont été rasés et plus d'un million de personnes ont été déplacées de la ville de Ghaza après le siège imposé par l'entité sioniste à l'enclave palestinienne, déjà soumise à un blocus terrestre et maritime depuis 2007.

Synthèse S R.

L'agence S&P dégrade la note de la dette de l'Egypte

L'agence de notation S&P Global Ratings a dégradé vendredi la note de la dette de l'Egypte, en notant des progrès ralentis dans les réformes et n'excluant pas que le conflit au Proche-Orient affecte l'économie égyptienne. S&P souligne les

"lents progrès" en matière de politique et de réformes structurelles qui ont retardé le déboursements de fonds multilatéraux et bilatéraux cruciaux pour courir les besoins de financements externes" nécessaires au pays. La perspective de la note, qui

passse de B à B-, reste stable. L'agence de notation pointe aussi du doigt "les coûts très élevés du service de la dette publique (...)" comme un défi potentiel à la viabilité de la dette". "Les dépenses d'intérêt consomment plus de 40% des

recettes publiques, ce qui limite la marge budgétaire nécessaire pour apporter un soutien supplémentaire aux ménages égyptiens aux prises avec une grave crise du coût de la vie", poursuit le communiqué.

POUR LA PREMIÈRE DEPUIS 2012

L'agence de notation S&P relève la note de la dette de la Grèce

L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé vendredi la note de la dette de la Grèce qui sort ainsi de la catégorie spéculative pour la première fois depuis 2010 et la crise de la dette. La note passe de BB+/B à BBB-/A-3, ce qui l'inscrit dans la catégorie des «investissements adéquats», au lieu de «spéculatifs», indique un communiqué de S&P, la première des trois grandes agences

mondiales de notation à relever ainsi l'appréciation de la note grecque. Le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis, réélu pour un nouveau mandat de quatre ans en juin, avait misé politiquement sur le retour de la Grèce à des emprunts de qualité. «Une étape importante a été franchie aujourd'hui, alors que S&P Global a relevé la note de la Grèce au rang d'investissement», a réagi le dirigeant ven-

dredi. «Nous sommes fiers que les réalisations de notre pays ont été reconnues. Nous sommes déterminés à poursuivre notre programme de réformes, une voie qui attire les investissements, crée des emplois et réalise une croissance inclusive», a-t-il ajouté. Le mois dernier, le leader conservateur avait déclaré à Bloomberg TV que le fait de retrouver une note d'investissement était «une étape importante pour le pays

après 13 années très difficiles». La baisse des coûts d'emprunt serait «significative» pour les finances publiques de la Grèce en 2024, avait-il ajouté. La Grèce maintiendra sa discipline budgétaire et enregistrera un excédent primaire de 0,7% du PIB cette année, avait-il aussi promis. S&P pense pour sa part que cet excédent va dépasser cette cible pour grimper à 1,2% du PIB.